les cahiers du saint georges

AR HLM PACA CORSE

24

40ème anniversaire de
l'AR Hlm PACA & Corse
Soirée des partenaires

Marseille, Villa Méditerranée, le 12 avril 2017

L'AR Hlm PACA & Corse est née en septembre 1975 de la volonté commune des organismes Hlm exerçant leur activité en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse.

En tant que niveau régional de l'organisation professionnelle Hlm, sa vocation est de représenter le mouvement Hlm régional et d'entretenir une relation permanente avec tous ses partenaires, de contribuer à l'animation technique du secteur professionnel et de valoriser son activité et son image.

L'Association régionale rassemble 47 organismes (23 Entreprises Sociales pour l'Habitat, 9 Coopératives Hlm, 2 SACICAP et 13 Offices Publics de l'Habitat).

En outre, dans le cadre d'une convention avec la Fédération régionale des EPL PACA, 11 Entreprises Publiques Locales (ex-SEM) participent à son programme d'activité.

Elle est administrée par un conseil de 22 organismes qui élit en son sein un bureau regroupant une dizaine de dirigeants ; son président est Bernard Oliver, président de l'ESH Famille & Provence et de la Coopérative Hlm Le Foyer de Provence.

Elle est membre de la Fédération nationale des Associations régionales (FNAR), composante de l'Union sociale pour l'habitat (ex-Union nationale des Hlm).

Provence-Alpes-Côte d'Azur
04 - Alpes-de-Haute-Provence
05 - Hautes-Alpes
06 - Alpes-Maritimes
13 - Bouches-du-Rhône
83 - Var
84 - Vaucluse

Corse
2A - Corse-du-sud
2B - Haute-Corse

Les chiffres-clés des organismes de logement social de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse :

> ils gèrent près de 298 000 logements locatifs sociaux*,

> soit 96 % du parc locatif social des deux régions,

> et un logement locatif sur quatre tous statuts confondus (locatif privé, locatif social, meublés et gratuits).

L'immobilier social, c'est aussi :

> près de 7000 nouveaux logements sociaux livrés chaque année,

> 5 900 salariés et 500 administrateurs bénévoles

> environ 1,2 milliard d'euros injectés dans l'économie régionale du BTP au titre de la seule activité de production (hors réhabilitation et petits investissements), permettant la création ou le maintien de près de 5 000 emplois dans l'économie régionale du bâtiment.

** Sources : DREAL PACA et DREAL Corse - RPLS au 1/01/2014*

40ÈME ANNIVERSAIRE DE L'AR HLM PACA & CORSE

Soirée des partenaires

Pour fêter les 40 ans de l'Association régionale, trois événements phares ont été programmés par ses responsables.

A la fin de l'année 2016, un **« Mook » des Editions Autrement** (contraction des mots « magazine » et « book ») a été publié en partenariat avec l'AR Hlm PACA & Corse. Intitulé « Hlm : changeons notre regard », cet ouvrage propose des approches multiples du monde Hlm et montre qu'il contribue de façon importante à l'économie régionale. Pourvoyeur directs d'emplois dans le BTP, certes, il participe également à l'attractivité des territoires en logeant les actifs, favorise l'innovation dans le logement et la qualité architecturale, participe au développement des énergies renouvelables et aux économies d'énergie et se mêle d'aménagement urbain, de qualité de vie, de tranquillité et de bien-être de ses habitants.

Largement diffusé aux partenaires et aux décideurs locaux, ce « mook » était bien sûr présent aussi lors du deuxième événement marquant le 40e anniversaire de l'Association régionale, **la soirée des partenaires**, dont le présent « Cahier du Saint Georges » se fait le narrateur fidèle. Une soirée placée sous le signe de l'Europe, alors que la France fait figure de pionnier dans le domaine de la production de logements sociaux sur le territoire de l'Union européenne.

Enfin, une « **Convention des personnels** » de l'ensemble des organismes présents sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur aura lieu en guise de clôture des festivités du 40e anniversaire, le 23 mai 2017. Cette convention réunira dans le Palais des Congrès du Parc Chanot à Marseille près de 800 employés des organismes Hlm et mettra à l'honneur les métiers du logement social pour en démontrer toute la diversité, la richesse et les potentialités.

En cette fin d'après-midi du mois d'avril, les premiers invités commencent à arriver dans le hall d'accueil de la Villa Méditerranée où des rafraîchissements les attendent. Tous les partenaires habituels de l'Association régionale ont répondu présent, directeurs et salariés des organismes Hlm, bien sûr, mais aussi élus des collectivités territoriales, techniciens des services, entreprises, maîtres d'oeuvre, fonctionnaires de l'Etat, associations partenaires... Ils étaient près de 350. L'ambiance est détendue et conviviale.

40ème ANNIVERSAIRE DE L'AR HLM PACA & CORSE

Soirée des partenaires

Marseille, Villa Méditerranée, le 12 avril 2017

Après la phase de saluts mutuels et d'échanges informels entre tous les invités dans l'espace de l'agora de la Villa Méditerranée, prêtée aimablement pour l'occasion par le Conseil régional, les hôtesses invitent chacun d'entre eux à prendre place dans le grand amphithéâtre où ils sont accueillis par ***Gaby Olmeta, journaliste,*** *et maître de cérémonie pour la soirée. Un rapide tour d'horizon du programme lui permet d'annoncer le thème qui sera traité, l'Europe, et les deux principaux intervenants,* ***Laurent Ghékière, directeur des affaires européennes de l'Union sociale pour l'habitat*** *et* ***Philippe Herzog, ancien député européen****, 76 ans, dont le parcours depuis l'Ecole Polytechnique jusqu'au cabinet de Michel Barnier, en fait un véritable expert de la chose européenne. Mais la place est avant tout aux discours de bienvenue et en tout premier lieu à Arlette Fructus, conseillère régionale, présidente de la commission « Habitat, foncier et urbanisme». Arlette Fructus est également vice-présidente d'Aix-Marseille-Provence Métropole, chargée de l'habitat, du logement et de la politique de la ville, et adjointe au maire de Marseille, chargée du logement, de la politique de la ville et de la rénovation urbaine. C'est en tant que représentante de Christian Estrosi, président du Conseil régional, qu'elle s'exprimait donc en ouverture de cette soirée d'anniversaire de l'AR Hlm PACA & Corse.*

Discours de bienvenue d'Arlette Fructus

« Bonsoir à tous. C'est une soirée anniversaire à laquelle je suis très heureuse de participer et de représenter le président de la Région, Christian Estrosi. Il aurait aimé être avec vous et il y est un peu, tout de même, puisqu'il a largement contribué à faire que cette soirée anniversaire se déroule dans les meilleures conditions en mettant à notre disposition la Villa Méditerranée pour fêter ensemble les 40 ans de l'AR Hlm. Au-delà de cette satisfaction de partager un partenariat actif avec l'Association régionale, je

suis particulièrement heureuse parce qu'il n'y a dans cette salle que des hommes et des femmes enthousiastes, qui ont décidé définitivement de tordre le cou au déclinisme, au discours défaitiste et désabusé et qui le prouvent par des actes. Je ne vois que des visages connus et amis, mais je vois des visages divers, variés, il n'y a pas que le mouvement Hlm qui soit ici présent, il y a une large participation des acteurs associatifs, des partenaires immobiliers, des promoteurs, bâtisseurs, il y a la Fondation Abbé Pierre, il y a HandiToit... Je ne pourrais m'arrêter d'égrainer des noms et la présence de vous tous, aujourd'hui, prouve que le mouvement régional Hlm a une âme, et cela, grâce au travail de l'équipe de l'AR Hlm. Je tiens à les féliciter.

« Ensemble, nous avons dépassé l'objectif de production qui nous était assigné. Cela montre l'engagement des bailleurs sociaux mais aussi des collectivités locales. Cela mérite un grand bravo collectif. »

Arlette Fructus

Ce soir, je voudrais également vous applaudir, vous tous qui participez au mouvement Hlm, car c'est dans notre région, chez nous, dans nos territoires, qu'a été battu le record annuel de production de logements sociaux. C'est suffisamment important pour le souligner et ça mérite vraiment un grand bravo collectif *(Toute la salle applaudit)*. Ensemble, nous avons fait mieux, nous avons dépassé l'objectif de production qui nous était assigné et cela montre l'engagement à la fois des bailleurs sociaux que vous êtes, mais également des collectivités locales. Nous devons être conscients que ce n'est qu'ensemble et qu'avec un partenariat actif, solide et volontaire que nous arriverons à répondre à l'attente des demandeurs de logement social sur notre territoire.

Il est vrai que, lorsque nous sommes à la peine, à la traine, personne ne nous épargne et on nous montre du doigt volontiers en disant que nous sommes les mauvais élèves de la classe. Quand c'est l'inverse, quand nous devenons de bons élèves, et quand nous franchissons et même dépassons le seuil que l'on pensait inatteignable, là, presque plus personne ne parle. Je sais qu'il y a des journalistes dans l'assistance, j'espère qu'ils saisiront cette occasion que je livre publiquement pour la relayer ardemment. Ce n'est pas anodin de voir que le travail que nous avons mis en œuvre ensemble pendant toutes ces années pour répondre à la demande sociale, la rendre plus qualifiante et plus performante, ce travail a porté ses fruits.

Le nouveau dispositif régional en faveur du logement

Ce soir, c'est donc naturellement l'occasion de mettre en lumière à la fois ce travail collectif, mais aussi l'occasion de vous dire com-

bien je suis fière d'ouvrir ces travaux même si cette ouverture peut être considérée comme légitime parce qu'elle s'inscrit dans le cadre du partenariat entre la Région et l'AR Hlm. Mais 40 ans, c'est un bail, mon cher Bernard, monsieur le Président. Toi, cela fait 17 ans que tu assumes la charge de faire vivre l'AR Hlm, tu le fais avec cœur, conviction, avec ton dynamisme, avec ta faconde, avec ton sens de la persuasion qui fait que tu as la reconnaissance de tous pour le travail accompli. Merci pour ton engagement. Je tenais à le dire publiquement et merci d'être régulièrement à nos côtés, dans chacune des institutions, pour défendre les objectifs qui sont importants dans notre région en matière de logement social, mais aussi de faire reconnaître le travail qui est fait quand il ne l'est pas suffisamment.

Christian Estrosi aurait évidemment voulu vous dire tout cela lui-même et il aurait peut-être fait une présentation tout à fait magistrale, cela s'impose, du nouveau dispositif régional qui est à l'œuvre depuis le mois de décembre dans le cadre d'une délibération cadre que nous avons votée à l'unanimité, c'est suffisamment important pour le souligner. Cette délibération redéfinit la politique régionale en matière de logement, elle en fixe le cadre et les orientations. J'aurais pu vous détailler l'ensemble de ces nouvelles mesures. J'aurais pu insister sur la volonté du président Christian Estrosi et de l'exécutif régional de revisiter le cadre d'intervention et de l'amplifier puisque sur la durée du mandat, ce seront 180 millions d'euros qui seront mobilisés par la Région. Cet investissement nous permettra de promouvoir des dispositifs pour conforter l'attractivité des territoires, soutenir massivement le secteur du bâtiment, renforcer le rythme de la rénovation dans l'habitat existant. Cette volonté s'articule autour de 5 orientations : répondre mieux aux besoins en logement, notamment des jeunes et des actifs, préserver le pouvoir d'achat des ménages, accompagner les collectivités locales dans la mise en oeuvre de leur PLH et accompagner le développement économique régional.

« Sur la durée du mandat, ce sont 180 millions d'euros qui seront mobilisés par la Région. »

Arlette Fructus

Je pense que la Région est totalement en phase avec le mouvement Hlm, et cela se voit aujourd'hui avec le « mook » que vous avez produit et qui engage et invite à faire du social pour accompagner le développement local en PACA. C'est tout le sens de la politique régionale que nous avons mise en place. Nous avons repensé ensemble le cadre de cette politique et il est extrêmement important de souligner

le travail qui a été fait en commun. L'idée que nous avons eue de placer l'habitat au centre du dispositif comme levier du développement et de l'attractivité régionale a été partagée par, à la fois, le Président etl'exécutif régional mais aussi, semble-t-il, par l'ensemble des conseillers régionaux puisqu'il a fait l'objet de ce vote unanime.

Un appel à projets commun Région / Feder

Mais, évidemment, ici, personne n'est dupe. Nous savons tous que les financements des collectivités territoriales sont à la peine. Je pourrais donc vous dire que quand on n'est pas riche, on se doit d'être rusé pour faire plus avec ce que l'on a. Il faut faire preuve de créativité, d'initiative, aller chercher des fonds là où ils sont. J'aurais pu vous dire que la politique régionale en matière d'habitat public s'inscrit dans les obligations de service public et qu'elle sécurise les missions des organismes Hlm en respectant le cadre européen des services d'intérêt économique général. Avec plus de 294 000 logements, le parc public social régional est un champ d'intervention privilégié en matière de lutte contre le réchauffement climatique et en matière de solidarité avec les habitants pour améliorer leur cadre de vie et leur confort. La Région a donc naturellement lancé un nouvel appel à projets avec le Feder pour pouvoir poursuivre l'ambitieux programme d'amélioration thermique qu'elle avait déjà engagé. La mobilisation des fonds européens est une des clés d'intervention du Conseil régional, en accompagnement de la production de logements dans la rénovation thermique.

« La mobilisation des fonds européens est une des clés d'intervention du Conseil régional en accompagnement de la production de logements. »

Arlette Fructus

Une Europe sociale portée par les acteurs du mouvement Hlm

Cela me permet aussi de souligner votre audace. C'est ça qui me paraît important puisque ce soir votre initiative est particulièrement audacieuse : elle place vos travaux à l'échelon européen et leur assigne une ambition, celle de refonder l'identité européenne. Cela au moment même où, dans le cœur du débat présidentiel, l'Europe est malmenée, pointée du doigt comme cause de tous les maux au point que certains fondent leur programme sur la sortie de l'Europe. Le repliement national comme seule perspective d'avenir ! Vous avez fait un autre choix et vous avez

délibérément pris le parti de l'audace en nous encourageant à refonder cette identité européenne à partir du témoignage de deux personnalités que je me permets de saluer, M. Herzog, qui, donc, va s'atteler à nous faire rêver, et Laurent Ghékière, qui est bien connu dans le monde Hlm pour l'accompagnement qu'il apporte à l'ensemble des organismes Hlm en les aidant à se servir des leviers européens pour développer et construire plus de logements sociaux sur notre territoire national. Nous sommes avides d'entendre votre diagnostic sur les situations qui sont forcément différentes d'un Etat à l'autre. Le message important à faire passer aujourd'hui, que les acteurs du logement social peuvent très bien faire passer, c'est qu'une Europe sociale peut se construire à partir d'une action publique portée par le logement social et les acteurs du logement social. Donc, rêvons ensemble.

Discours de bienvenue de Jean Ticory

Jean Ticory est secrétaire général de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse, la Cepac.

« Permettez-moi tout d'abord de remercier l'ensemble des maires et des élus des collectivités territoriales qui sont là ce soir. Permettez-moi également de saluer les présidents et tout naturellement mon cher Bernard, de te saluer et au travers de ce salut de saluer l'ensemble de l'action de l'Association régionale qu'on célèbre ce soir. Elle accomplit un travail régulier, constant, depuis de nombreuses années, quarante si je sais bien lire, et c'est effectivement dans des moments comme celui-là qu'on doit prendre le temps de s'arrêter un peu pour parler du chemin qui a été accompli, pour se féliciter des réussites mais également pour se poser la question de savoir comment continuer l'action.

« Nous possédons un certain nombre de valeurs fondatrices qui ont fait de nous, dès le début, un acteur proche du logement social. »

Jean Ticory

Après avoir excusé l'absence pour des raisons de déplacement hors de France d'Alain Lacroix, président du directoire, et de Sébastien Didier, directeur du pôle « banque de développement », Jean Ticory poursuit son discours en revenant aux sources.

Les Caisses d'Epargne sont des partenaires historiques du logement social. Cela vient en partie de leur statut coopératif qui les différencie des autres établissements bancaires, en tout cas d'un certain nombre d'entre eux. La Cepac (Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse) est donc une banque coopérative qui a vocation à se situer au cœur du mouvement de l'économie sociale par les actions qu'elle entreprend,

mais également par sa présence dans un certain nombre de structures dont elle a participé à la création ou à la construction. Nous sommes une banque coopérative et ce statut coopératif fonde à la fois une originalité et une solidité, puisque en ce qui concerne notre Caisse d'Epargne, on a pratiquement 330 000 de nos clients qui en sont devenus des sociétaires et parmi ces sociétaires figurent effectivement un certain nombre d'organismes Hlm qui sont présents ici ce soir dans cette salle.

« Nous sommes présents dans l'ensemble des opérations de développement ou de financement de toutes les composantes de ce qui constitue le développement urbain. »

Jean Ticory

Nous possédons un certain nombre de valeurs fondatrices qui nous définissent comme un établissement bancaire peut-être un peu atypique, mais ce sont ces valeurs qui ont fait de nous dès le début un acteur proche du logement social et plus généralement de tous ceux qui portent d'une manière ou d'une autre la transformation de la cité. Plus spécifiquement, en ce qui concerne le logement social, nous sommes partenaires sur notre territoire géographique de plus de 50 structures qui sont d'une manière ou d'une autre des acteurs du logement social. Il nous faut continuer et amplifier un mouvement de mise à disposition de notre solidité financière au service de ces clients-là et contribuer à travers, à la fois d'une action de banquier et à la fois d'acteur citoyen, au développement de l'ensemble de ce mouvement.

Des banquiers, certainement, mais aussi des opérateurs

Certes, ce qui fait l'histoire de notre présence auprès des bailleurs sociaux, c'est la collecte effectuée au travers du Livret A et la mise à disposition de ces fonds pour le logement social. Ces choses-là ont beaucoup évolué ces dernières années, pas forcément de la manière la plus simple qui soit, mais ça fait partie de notre histoire et c'est quelque chose que nous assumons avec fierté. Aujourd'hui, notre établissement a la volonté de se positionner dans d'autres sphères de l'économie régionale sans oublier pour autant ce qui a fait toute son histoire et, encore une fois, la proximité avec le monde du logement social en est une composante. Nous sommes donc présents aujourd'hui auprès d'autres acteurs économiques qui sont d'ailleurs ici ce soir dans cette salle puisqu'on nous retrouve régulièrement dans l'ensemble des opérations de développement ou de financement de toutes les composantes de ce qui constitue le développement urbain. On y trouve des opérations structurantes et des opérations qui ont vocation à transformer en profondeur la vie de nos concitoyens.

La Cepac est présente auprès du logement social autour de 3 axes principaux. Nous sommes d'abord des banquiers de ce secteur, des banquiers importants. Nous considérons que nous avons vocation non seulement à maintenir, mais également à approfondir cette présence chaque fois que les conditions en sont réunies. Nous sommes aussi des opérateurs de ce secteur. Ce n'est pas forcément nouveau, mais c'est un mouvement qu'on essaye d'approfondir, notamment parce que nous souhaitons pouvoir intervenir sur l'ensemble des compartiments de financement et contribuer à apporter une réponse aussi adaptée que possible à l'ensemble des besoins des acteurs. En tant que partenaires de ce secteur, nous sommes présents dans de nombreux organismes, soit directement, soit au travers d'Habitat en Région.

Les chiffres ont été soulignés par madame Arlette Fructus, ils sont particulièrement importants cette année. Ils disent toute l'importance dans notre région de ce qu'est le secteur du logement social et ils justifient aussi, de ce point de vue, la volonté que la Cepac a de conforter et de renforcer sa présence. Nous voulons de cette manière disposer d'une capacité à apporter des réponses tout au long de la chaîne immobilière sociale, des opérations d'aménagement jusqu'aux opérations d'accession sociale à la propriété. Nous avons l'ambition de consolider ce métier d'opérateurs mais aussi de proposer un modèle de développement qui ne renonce pas aux fondements de nos valeurs mutualistes comme raison et comme logique principale de notre intervention.

« Nous voulons disposer d'une capacité à apporter des réponses tout au long de la chaîne immobilière sociale. »

Jean Ticory

Un engagement concrétisé il y a 13 ans

Nous sommes fiers, et je me tourne spécialement vers Bernard Oliver, de ce partenariat parce qu'il traduit à la fois un engagement, une confiance réciproque et la volonté de faire toujours plus de choses ensemble. Nous sommes fiers parce que cette Association régionale est un acteur puissant, fédérateur, actif, au sein duquel se déroulent effectivement beaucoup d'événements et qui contribue pour une large part à la réalisation des performances qui ont été soulignées. Lorsqu'on fête un anniversaire, il est plutôt normal de souligner les bonnes choses et c'est avec plaisir que je le fais.

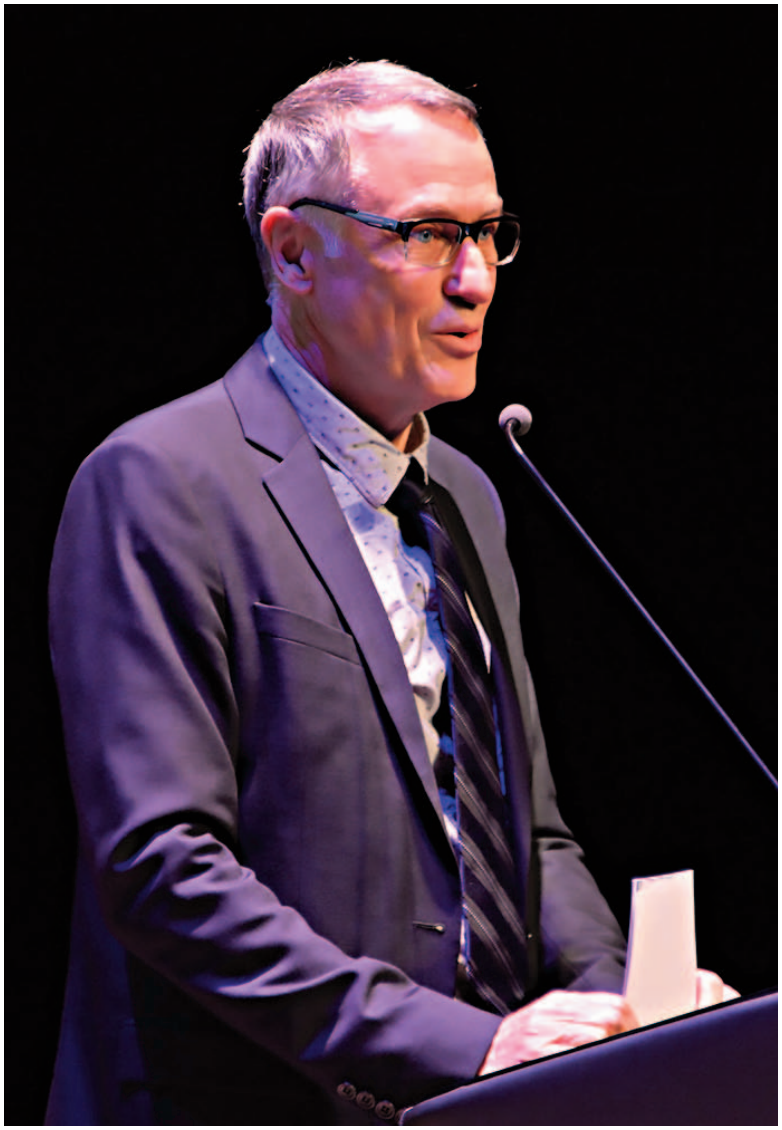
La Cepac a un engagement qui a été concrétisé il y a 13 ans par la signature d'un partenariat avec l'Association régionale. On le concrétise de différentes manières. On soutient financièrement l'association et on organise un certain nombre de manifestations qui, globalement me semble-t-il, rencontrent un bon succès auprès de leur public. C'est l'ensemble de ces petites ou grandes choses que nous réalisons ensemble qui font notre fierté de ce partenariat, qui font qu'au travers des moments que vous organisez, nous arrivons à renforcer encore plus la vie de ce secteur du logement social dans la région. Et nous serons encore à vos côtés pour les années futures.

Discours de bienvenue de Luc L'Hostis

Luc L'Hostis est directeur d'EDF Collectivités locales Méditerranée

Je suis extrêmement heureux d'être ici pour célébrer cet anniversaire des 40 ans de l'AR Hlm. Je ne sais pas si on peut dire partenaire naturel, en tout cas, je me trouve tout à fait naturellement ici à cette tribune parce que nous partageons depuis tout le temps, je crois, des valeurs communes avec le monde du logement social. On se retrouve en famille. Je pense que les valeurs qui nous réunissent et qui font que nous collaborons depuis tant de décennies sont les notions et les valeurs de solidarité, les valeurs de service public avec ce que cela implique sur la qualité du service, la proximité, la performance. Tous ces sujets sont des sujets que l'on partage volontiers avec nos interlocuteurs du logement social et particulièrement avec l'Association régionale.

Ce qui nous unit également souvent, et là aussi d'ailleurs depuis des décennies, c'est que le monde du logement social est un partenaire de l'innovation pour EDF. Nous avons réalisé énormément d'innovations dans le domaine du logement grâce aux bailleurs sociaux, grâce à nos partenariats, et ça continue puisque nous menons en permanence des actions d'innovation sous l'impulsion de l'AR Hlm. Je ne donnerai simplement que deux exemples, mais il y en a beaucoup d'autres.



Deux actions innovantes de partenariat

Je parlerais tout d'abord du concours Bas Carbone qui a pour objet de valoriser des réalisations de programmes, que ce soit des programmes de rénovation ou des programmes neufs. Le terme « Bas Carbone » indique évidemment que l'objectif, c'est d'être vertueux de ce point de vue, sans oublier d'être, en même temps, dans les prix du marché, c'est-à-dire raisonnables, et bien sûr dans la recherche de confort. L'idée, c'est de promouvoir des idées et bien sûr de les valoriser. A chaque nouvelle édition, nous nous apercevons que la qualité des projets ne cesse de s'améliorer, et c'est tout à fait encourageant.

L'autre exemple est dans un autre registre, celui de la solidarité. Nous avons or-

ganisé, créé, conçu, avec l'Association régionale, un appartement itinérant, pédagogique, qui s'appelle HAPI (Habitat pédagogique itinérant) et qui rencontre un succès énorme. Nous sommes partis d'un concept assez simple, celui d'aller au plus proche des locataires pour leur donner de bons conseils d'économie d'énergie (EDF oblige), mais de manière plus générale des conseils d'écogestes. Aujourd'hui, on enregistre plus de 25 000 visiteurs en deux ans d'existence. Là aussi, c'est un vrai succès.

Mais ce n'est pas terminé. Nous avons encore dans nos tiroirs avec l'Association régionale d'autres idées, toujours bien sûr très proches de la question énergétique. Nous voudrions travailler avec vous sur l'autoconsommation, sur le bâtiment intelligent, etc. Donc, encore beaucoup de choses à faire ensemble. L'Association régionale, cela a déjà été dit mais j'insiste pour le souligner encore, impulse une volonté d'ouverture au monde du logement social, d'ouverture vers l'autre, de partage. Le programme de la soirée, tourné vers l'Europe, montre bien cette ouverture et ce que vous avez synthétisé au travers du titre de votre « Mook », « Changeons notre regard ».

« Les valeurs que nous partageons avec l'Association régionale sont celles de solidarité, de service public, et donc, de qualité de ce service, de proximité et de performance. »

Luc L'Hostis

Des voyages d'étude dans les capitales européennes

C'est le même état d'esprit qui préside aux voyages professionnels dans les différentes capitales européennes que nous organisons ensemble et qui permettent de confronter des idées, de partager leurs solutions avec des homologues européens qui ont les mêmes préoccupations que nous et de les confronter avec nos propres solutions. Cela est possible parce que l'Association régionale contribue à mettre en place toutes ces actions. Et cette association ne serait pas ce qu'elle est si elle n'était pas sous la houlette de Bernard Oliver qui lui apporte son dynamisme et son énergie. Je crois que la relation qu'entretient EDF avec l'Association régionale ne serait pas ce qu'elle est si Bernard n'était pas là. Nous travaillons dans un esprit de confiance, de solidité dans la durée de la relation et c'est formidable.

Bien entendu, je n'oublie pas l'équipe qui est derrière l'Association régionale et qui œuvre tous les jours. Nous entretenons avec elle une relation et une qualité de travail qui est extrêmement encourageante et enthousiasmante. Avec tous les membres de l'équipe, nous avons toujours beaucoup de bonheur à travailler, à construire dans une relation très ouverte.

Voilà ! Je terminerai là-dessus pour vous dire que nous aussi, nous célébrons un anniversaire entre l'AR Hlm et EDF, puisque cela fait 20 ans exactement que nous avons signé notre première convention de partenariat. Nous collaborions déjà avant, mais nous avons formalisé il y a 20 ans.

Je vous souhaite une excellente soirée et je vous remercie sincèrement de m'avoir invité à cette tribune.

Les discours de bienvenue peuvent alors laisser place à la réflexion de la soirée, l'Europe, l'Union européenne, et la question de son identité. Comment la renforcer ? Comment la retrouver, si on pense qu'elle s'est perdue ? Ou encore, si on est plus pessimiste, comment la créer ?

L'un en face de l'autre, ***Gaby Olmeta et Laurent Ghékière*** *s'entretiennent de la stratégie de l'Union sociale pour l'habitat dans les arcanes de la Commission européenne à Bruxelles.*

« Nous menons un lobby un peu particulier parce que nous ne défendons pas les intérêts commerciaux de nos membres, mais leur capacité à accomplir leur mission d'intérêt général. »

Ma première question est peut-être un peu naïve, mais j'avais le sentiment que la question du logement social relevait de l'autorité, de la compétence de l'Etat et non pas de l'Europe. Qu'est-ce que vous faites donc à Bruxelles ?

Nous faisons du lobbying. Nous sommes présents à Bruxelles depuis une quinzaine d'années à trois personnes, une juriste en droit communautaire, une chargée de mission et moi-même. L'objet de cette présence est effectivement de constituer un lobby du logement social, comme il existe des lobbys dans tous les secteurs.

C'est à dire que vous vous mettez au diapason des grandes firmes qui hantent les couloirs de Bruxelles. Vous assumez cette activité de lobbying ?

Bien sûr. Mais il n'y a pas que les grandes firmes qui sont à Bruxelles, il y a tout le monde associatif. Sans lobbys, Bruxelles ne fonctionnerait pas. Nous avons à travers cette présence la ca-

pacité de participer au débat européen avec les fonctionnaires de la commission européenne, avec les 700 parlementaires européens. C'est d'ailleurs à ce titre que j'ai eu l'occasion de rencontrer Philippe Herzog et nous avons poursuivi nos travaux depuis très longtemps sur toutes les questions des services d'intérêt économique général.

Avant d'aborder le fond, j'aurais aimé savoir si vous travaillez avec des collègues européens, avec des Allemands, des Italiens ?

Mais oui, nous avons constitué une fédération européenne du logement social, qui s'appelle Housing Europe et nous partageons les mêmes bureaux. Nous sommes voisins avec nos homologues allemands et suédois qui sont également présents à Bruxelles à temps plein et nous menons un lobby un peu particulier parce que nous ne défendons pas les intérêts commerciaux de nos membres mais leur capacité à accomplir leur mission d'intérêt général. Il faut savoir que l'Union européenne protège en quelque sorte, de par les traités, le bon accomplissement des missions d'intérêt général dès lors qu'elles sont définies comme telles par le droit interne.

Parmi ces sujets de lobbying, quels sont les messages prioritaires que vous essayez de faire passer ? Vous expliquez à vos membres qu'il y a ces services d'intérêt économique général, et qu'il faut entrer dans ce cadre-là sinon rien ne pourra être possible ? Ca fait partie de vos priorités ?

Oui, bien sûr. En fait, nous avons une problématique tout à fait intéressante puisqu'effectivement le traité est très protecteur des services publics. Paradoxalement, à partir du moment où un texte européen ne permet pas à l'organisme Hlm d'assurer ses missions d'intérêt général, il ne peut pas s'appliquer à cet organisme Hlm. C'est simple ! Mais encore faut-il le démontrer... Dans toute une série de domaines qui étaient contraires au modèle économique du logement social, il a fallu faire évoluer les textes pour les rendre compatibles avec l'accomplissement des missions d'intérêt général du logement social. La question qui se pose alors est la suivante : quel est, finalement, le périmètre du logement social ? Est-ce qu'un logement social est un logement ouvert à tout le monde ou un logement réservé à une certaine catégorie de population sous plafond de revenus ou bien un logement nécessairement réservé aux populations les plus défavorisées ?

« Est-ce qu'un logement social est un logement ouvert à tout le monde ou un logement réservé à une certaine catégorie de population ou bien un logement réservé aux populations les plus défavorisées ? »

C'est un sujet que nous allons aborder tout de suite. Mais avant, je voudrais que vous nous disiez quels sont les autres thèmes de lobbying. Concrètement.

Nous avons toute une série de thèmes prioritaires que nous trai-

tons et qui relèvent en gros de deux domaines particuliers. Le premier, c'est le modèle économique du logement social. Comment rendre compatible ce modèle avec les textes européens ? Nous avons effectivement toute une série de textes sur lesquels…

Parce que même ça, ce n'est pas gagné ?

A priori, le modèle ne correspond pas tout à fait au cadre européen. On a fait un travail de fond qui nous permet aujourd'hui de sécuriser 90 % de ce modèle. Le problème, c'est que les textes européens sont révisables tous les 5 ans et tous les 5 ans il faut remettre ça sur le chantier. Je vais vous donner quelques exemples simples qui vont faire comprendre aux participants de cette soirée en quoi le monde Hlm est impacté par l'Europe.

« En Allemagne, n'importe qui peut faire du logement social. Pourquoi, en France, faut-il des opérateurs spécifiques ? Il a fallu deux ans de travail avec le Parlement européen pour le démontrer. »

Tout d'abord, l'agrément Hlm. Le fait d'avoir recours à des opérateurs spécifiques qui sont dédiés à la construction de logements sociaux est contraire aux libertés fondamentales du traité, de prestations, d'établissements, de circulation des capitaux. Il a fallu, dans le cadre de la directive services, exclure le logement social du champ d'application de ces libertés fondamentales au motif que l'agrément Hlm est nécessaire pour accomplir du logement social en France. C'est-à-dire qu'il faut donc des opérateurs spécifiques, dédiés, qui sont financés pour le faire. Pour démontrer cela, il a fallu deux ans de travail avec le Parlement européen et nous avons fini par obtenir cette dérogation. Ce n'était pas du tout évident à démontrer parce qu'en Allemagne n'importe qui peut faire du logement social, un investisseur, un ménage, un opérateur public. Donc, pourquoi, en France, faut-il des opérateurs spécifiques ? Eh bien, en Allemagne, le logement social est temporaire. Il redevient privé à terme. En France, il est durablement social. On a convaincu grâce à cela.

Il y a aussi d'autres problématiques très parlantes. La coopération entre deux organismes Hlm, par exemple. Les organismes Hlm ont été qualifiés par la Cour de Justice de « pouvoir adjudicateur », donc ils relèvent des règles des marchés publics. Ils ne peuvent pas coopérer entre eux à travers des GIE parce que dans une partie des organismes Hlm en France, il y a des capitaux privés, notamment dans les ESH. Il nous a fallu, lors des révisions des directives « marchés publics », introduire une exclusion au champ d'application de cette directive pour rendre possible la coopération entre deux organismes. Nous l'avons obtenu, mais là aussi, il a fallu deux ans de travail avec les députés européens.

Ce sont des sujets qui donnent lieu à des débats acharnés ou bien la spécificité que vous défendez arrive malgré tout à trouver son chemin dans la discussion ?

C'est très variable. Tout ce qui concerne les marchés publics est très politique, très idéologique et on a beaucoup de mal à convaincre. Le Parlement est majoritairement conservateur. En revanche, pour les questions d'intérêt général ou d'aides d'Etat, on est dans des domaines beaucoup plus techniques que les élus européens ont plus de mal à appréhender. Dans ces cas-là, on travaille plutôt avec les services de la Direction générale de la Concurrence pour leur faire prendre en compte cette particularité du logement social en France. Par exemple, on a pu considérer que les organismes Hlm ne recevaient pas des aides, comme n'importe quelle entreprise privée, qui seraient un avantage économique qui risquerait de perturber la concurrence européenne, mais simplement des compensations de service public. On considère finalement qu'on ne fait que compenser des surcoûts liés au fait qu'on construit des logements qui sont à loyer modéré, qu'on attribue à des populations qui ont des revenus faibles et qui ont des baux à durée indéterminée.

« A partir de quand un logement social devient-il un service d'intérêt économique général ? A partir de quand il ne l'est plus ? »

Mais il reste là tout de même un vrai problème. A partir de quand un logement social devient-il un service d'intérêt économique général ? A partir de quand il ne l'est plus ? Tout cela doit être écrit dans la loi, doit être précisé. Il faut une comptabilité séparée si on exerce à la fois une activité d'intérêt général et une activité concurrentielle. Tout ça doit être défini et on a réussi à faire admettre cette particularité des organismes Hlm.

Vous êtes amis avec qui dans ces combats-là ? Avec les Allemands ? Avec les Italiens ?

Nous sommes amis avec l'ensemble de nos membres. Il y a un consensus complet entre nous. Mais il y a des choix très différents d'un pays à l'autre. Les Pays-Bas avaient un logement social ouvert à tout le monde, sans plafond de revenus. On appelle ça universel. Il y a eu des plaintes d'opérateurs privés et ils ont dû introduire un plafond de revenus à la demande de la Commission européenne. Un plafond de revenus très bas puisqu'il est de l'ordre de 33 000 euros par an sur l'ensemble du territoire des Pays-Bas. La Suède a eu le même problème avec un logement universel et une plainte d'opérateurs privés. Les Suédois ont eu une approche différente, ils ont refusé

d'introduire un plafond de revenus pour des questions de mixité et ils ont basculé tout le logement social dans le champ commercial. Il n'y a plus de service d'intérêt économique général dans le logement social en Suède.

C'est donc du sur-mesure ?

Chaque Etat membre peut faire le choix politique qu'il souhaite. En France, on a renforcé le rôle et la qualification de « services d'intérêt économique général » des organismes Hlm à travers la signature des CUS, par exemple, ou des conventions APL. L'ANCOLS s'est chargée de contrôler ces compensations. Nous avons également introduit ici, en région PACA, dans le cadre du travail qu'on a mené avec l'Association régionale et le Conseil régional, une sorte de tableur qui permet aux organismes de démontrer que leurs projets ne sont pas surcompensés, aussi bien les projets financés par le Feder que ceux qui sont aidés par la Région.

Vous avez prononcé le mot Feder, fonds européen de développement économique et régional. Arlette Fructus disait en introduction qu'il fallait trouver les financements là où ils sont et donc elle sous-entendait les fonds Feder. J'imagine que ça aussi, c'est un sujet sur lequel vous essayez d'intervenir à Bruxelles ?

« Il nous a fallu travailler avec la Commission européenne pour réviser le règlement Feder et pouvoir y introduire le logement social. Nous l'avons finalement obtenu… d'une façon totalement imprévisible. »

Oui, c'est notre deuxième priorité, permettre effectivement aux organismes Hlm d'utiliser les fonds européens. Ce n'est pas forcément évident parce que, dans une période récente, les règlements du Feder et du FSE (fonds social européen) excluaient les investissements en matière de logement. Nous avons pu, là également, même si ça a été très long et très compliqué, travailler avec la Commission européenne pour réviser le règlement Feder et y introduire le logement social. Ce qui est intéressant à noter, c'est que nous avons obtenu cela d'une façon totalement imprévisible. C'est passé grâce au Plan de relance économique du Président de la Commission de l'époque, Juan Manuel Barroso, non seulement

parce qu'il était question de rénovation thermique des logements et que le climat est une des priorités de l'Union européenne mais aussi parce que l'investissement dans la rénovation thermique des Hlm était perçu par le cabinet Barroso comme un facteur contra-cyclique susceptible de compenser la crise économique. Et donc nous avons réussi à obtenir l'ouverture du Feder au logement social pas du tout parce que la Commission aimait le logement social, mais parce que nous pouvions être un vecteur de relance.

Les organismes Hlm en ont fait bon usage puisqu'il y a eu près de 800 projets financés pour 200 millions d'euros de Feder programmés dans la première période. Le dispositif a été reconduit en 2014 jusqu'en 2020. On est déjà à 475 millions d'euros de Feder programmés pour les Hlm dans toutes les régions de France.

« Nous sommes aujourd'hui dans une perspective de co-financement européen. Certes, les dossiers sont compliqués à monter, le formalisme est contraignant, mais c'est un mal pour un bien. »

Et personne ne le sait vraiment dans la population ? Chez les locataires au moins ?

Il y a eu un peu de publicité faite. Nous en avons fait auprès des députés européens. La France est quand même le 1er pays consommateur dans l'Union européenne parce que nous avons couplé les fonds Feder avec l'éco-prêt de la Caisse des Dépôts. Nous avons pu ainsi démarrer très vite et à grande échelle.

Là, vous avez été bons !

Ce sont les organismes Hlm qui ont été bons, avec l'appui des Associations régionales et avec l'appui des Conseils régionaux. Nous n'avons fait que donner l'instrument pour faire. Ce qui est aujourd'hui très intéressant à noter, c'est que, dans le cadre du Plan Juncker, le logement social est considéré comme un investissement stratégique au niveau européen. Aujourd'hui les prêts de la BEI, la Banque européenne d'investissement, concourent au co-financement du logement social en France aux côtés de la Caisse des Dépôts. Le prêt de « haut de bilan » est alimenté par la BEI. Il y a aussi l'éco-prêt qui est alimenté par la BEI et le logement intermédiaire aussi. Nous sommes aujourd'hui dans une perspective de co-financement européen. Alors, certes, les dossiers sont compliqués à monter, c'est très clair, le formalisme est contraignant, mais c'est un mal pour un bien.

Parmi les sujets qui vont vous préoccuper, il y a la directive TVA. Aujourd'hui, le taux réduit applicable au logement social est de 5,5 %. Est-ce que cela va durer ?

Il y a effectivement un processus en cours pour la révision de la directive TVA. C'est une décision qui doit être prise à l'unanimité des 28 Etats membres. Et vous imaginez qu'on a beaucoup de mal à trouver un accord à 28. L'idée est de faire évoluer le texte pour éviter encore plus les fraudes, mais également d'harmoniser les taux dans le marché intérieur avec un taux réduit unique et

« Nous travaillons avec les services de la Commission pour faire admettre le caractère de première nécessité du logement social et ainsi conserver le droit d'appliquer le taux réduit de TVA. »

une liste beaucoup plus limitative des produits concernés par ce taux réduit. Nous craignons beaucoup que le logement social ne soit plus éligible à ce taux réduit et nous travaillons avec les services de la Commission, avec le député européen en charge du dossier, pour que le caractère de première nécessité du logement social soit reconnu dans la nouvelle directive et donne ainsi toujours droit au taux réduit de TVA. Il faut se battre tous les 5 ans, rien n'est jamais définitivement acquis.

La révision de la directive performance énergétique du bâti est aussi en cours…

Même réponse. L'idée est de reprendre la directive initiale et d'augmenter les exigences de performance thermique et énergétique du bâti, dont le logement. La question, c'est jusqu'où peut-on aller en termes de performance ? Quels sont les co-financements qu'on peut imaginer en la matière ? Cela fait partie des sujets que nous traitons en ce moment.

Quoi d'autre encore ? La révision de la décision « aides d'Etat », la définition du logement social… tout ça ce sont des sujets qui font aussi l'objet d'âpres discussions de lobbying ?

Oui, en fait la décision qui a permis aux organismes Hlm de bénéficier de compensations de service public va être révisée l'année prochaine. Donc, on souhaite, nous, participer à cette révision avec une définition du logement social plus large que celle résiduelle qui est actuellement dans le texte. En même temps, c'est un sujet très politique puisqu'on touche aux services publics et on est dans un contexte politique (on le verra tout à l'heure avec Philippe Herzog) très compliqué. Je doute qu'on aille vers une telle révision, en tout cas au niveau du cabinet du commissaire en charge de la concurrence. C'est un sujet qui est sur la table et qui risque de ressortir.

Vous avez dit que vous étiez membre de l'Observatoire européen du logement social. Vous le présidez, d'ailleurs. Forcément, vous êtes bien placé pour comparer les performances des uns et des autres en termes de production de logements, et aussi en termes de résistance à la crise. Comment se situe la France dans le paysage européen du logement social ?

Dans le cadre de Housing Europe, on a monté un Observatoire européen du logement social qui est présidé par l'USH à Paris et qui a publié un rapport sur l'état du logement dans l'Union européenne en 2015. Il va republier une version actualisée en 2017 dans le cadre du Congrès Hlm de Strasbourg. Ce qui est intéressant dans cette comparaison européenne, c'est qu'on voit bien que la plupart des pays européens, avec la crise économique et des financements ont complètement arrêté de pro-

duire du logement social. Ils ont restructuré complètement les opérateurs, soit en les fusionnant, soit en les regroupant. Pourquoi ? Parce que les banques se sont retirées du secteur et n'ont plus permis de financer de nouveaux investissements. Les aides à la personne ont été réduites ou plafonnées.

Dans la plupart des pays européens aujourd'hui, il y a une crise du logement bien plus forte qu'en France, du fait de cette absence d'offre et d'une recomposition du logement social différente, qui est beaucoup plus résiduelle, c'est-à-dire réservée vraiment aux plus défavorisés. Partout où on a cassé les régimes historiques du logement social, qui ont tous été créés au début du 20e siècle, on a remis en place des systèmes beaucoup plus ciblés sur des populations en très grande difficulté.

« Partout où on a cassé les régimes historiques du logement social, on a remis en place des systèmes beaucoup plus ciblés sur des populations en très grande difficulté. »

Au nord, on ouvre le logement social à tout type de populations, c'est même un outil de mixité sociale. Au sud, c'est différent, plus ciblé, et au milieu… il y a la France.

Je dirais que le parc locatif Hlm, c'est un luxe des pays du nord, qui ont pu effectivement constituer ce parc alors que la plupart des autres pays n'ont pas eu cette possibilité au même moment et ne l'ont jamais fait. On a également, dans ces pays d'Europe du nord, un taux de locataires beaucoup plus important que dans les pays d'Europe du sud. Ce qui nous inquiète le plus dans ces évolutions, c'est que nous avions jusqu'à présent, dans l'Union européenne, un équilibre entre trois conceptions du logement social qui étaient relativement complémentaires. Une conception universelle, qui a été complètement remise en cause par les rè-

« On est quasiment dans une sécurité sociale du logement et plus du tout dans un parc qui a une exploitation possible. »

gles de concurrence de Bruxelles, y compris en Grèce où, dans le cadre du plan de relance de la troïka, on a supprimé le 1% logement et l'opérateur de logement social qui développait une accession à la propriété. Aux Pays Bas et en Suède, on a introduit des plafonds de revenus et donc on est passé dans la conception plus généraliste et on est en train de le faire au Danemark. Il ne reste plus que 2 conceptions désormais, avec une conception résiduelle qui limite le logement social aux plus défavorisés, aux populations en très grande difficulté, et qui donne un rôle aux bailleurs sociaux très différent. C'est un rôle d'accompagnement de populations en difficulté avec des fonctions sociales beaucoup plus fortes et une moindre importance donnée au bâti et au développement des investissements.

Et ce qu'on voit progressivement, c'est que des pays passent d'une conception à l'autre. Partout où on a remis en cause les modèles économiques historiques on a reconstruit d'autres modèles beaucoup plus liés au défavorisés. Un exemple tout à fait intéressant, c'est l'Italie. Elle est très proche de la France en matière de logement social avec des offices Hlm qui dépendent des grandes villes. On a une crise très importante en Italie. On a fusionné les sociétés d'Hlm, on les a regroupées au niveau régional et aujourd'hui on est en train de créer un secteur public du logement qui va être ultra résiduel (c'est en tout cas la volonté du gouvernement), qui va être considéré comme non économique et qui va loger seulement la population en très grande difficulté avec un accompagnement social très important, un loyer en fonction des revenus, etc. On est quasiment dans de la sécurité sociale du logement, et plus du tout dans un parc qui a une exploitation possible.

C'est quelque chose qu'on retrouve aussi en Espagne, notamment à Barcelone, où ils sont en train de monter un tel système et on le retrouve aussi au Royaume-Uni ou en Irlande où, là, on est déjà depuis très longtemps dans cette vision très résiduelle. Le problème, c'est que l'Union européenne avec ses règlementations en matière d'aides d'Etat a tendance à pousser un peu cette évolution et qu'il nous faut effectivement apporter des contre-propositions en faisant valoir que le logement social peut avoir d'autres fonctions, d'autres missions d'intérêt général, en tout cas en France. Nous assumons des missions de mixité sociale et de diversité de l'habitat, ce sont fondamentalement des missions d'intérêt général. Il faut que l'Union européenne prenne cela en compte dans ses évolutions futures.

Est-ce que l'Art. 55 de la loi SRU existe dans d'autres pays européens ?

Non !

Est-ce que la Vefa est pratiquée partout ?

Partout, non, mais dans certains pays, oui.

C'est vécu comment par Bruxelles ?

Il n'y a aucun problème.

C'est du privé, donc ça plait beaucoup à Bruxelles…

Non, même pas. Ça ne pose tout simplement pas de problème. Ni à Bruxelles, ni en France, d'ailleurs.

Si on reprend l'adage un peu ressassé « quand je me regarde, je me désole, mais quand je me compare, je me console », qu'est-ce qu'on peut dire d'une comparaison que nous ferions avec les autres pays européens ?

L'intérêt d'une telle comparaison à l'échelle européenne, c'est qu'on a pu montrer (on ne le savait pas forcément parce qu'on reste dans notre bulle) que notre modèle économique du logement social a été très résistant à la crise. On a pu continuer à produire du logement social, on a eu un vrai effet contra-cyclique (on nous a demandé de racheter des programmes du privé, par exemple) et la France a été le seul Etat membre où on a pu continuer pendant la crise économique à assurer notre mission d'intérêt général grâce notamment au fait que, ici, le logement social ne dépend pas des banques privées contrairement à ce qui se passe pour nos homologues européens. Nous travaillons avec la Caisse des Dépôts, avec le Livret A, avec Action Logement (qui est toujours en état de marche alors que dans d'autres pays européens comme l'Italie, la Grèce ou l'Autriche, on l'a supprimé).

Tout ça fait qu'on a eu la capacité de poursuivre la production d'une réelle offre de logement social et nous sommes le 1er pays producteur de nouveaux logements sociaux en Europe (il n'y a pas un seul pays qui en produit plus que nous). Nous sommes également les premiers consommateurs de Feder puisqu'on a pu coupler le Feder avec l'éco-prêt de la Caisse des Dépôts et rénover ainsi un grand nombre de logements du parc social. Je dirais que le modèle français a été plutôt résistant. On nous envie la Caisse des Dépôts. Les pays européens viennent nous voir pour nous demander comment faire pour créer une Caisse des Dépôts chez eux. L'Angleterre, les Pays Bas, l'Allemagne… Il y a là quelque chose de tout à fait intéressant.

On voit dans les programmes présentés pour l'élection présidentielle des propositions de baisser les revenus des placements, de

« Nous sommes le premier pays producteur de logements sociaux en Europe et en même temps, les premiers consommateurs de crédits Feder. »

« On nous envie la Caisse des dépôts. Les pays européens viennent nous voir pour nous demander comment faire pour créer une Caisse des dépôts chez eux. »

modifier le fonctionnement du secteur du logement social. Ce secteur a su très bien résister à la crise, il ne faut surtout pas le remettre en cause aujourd'hui. Il faut au contraire le consolider. J'admets que c'est un système très centralisé, qu'il y a peut-être une certaine forme de réajustement à porter au niveau des territoires. Le deuxième enseignement que tire le rapport de l'Observatoire, c'est qu'il montre qu'il y a des disparités de plus en plus fortes entre les grandes métropoles et le reste des territoires, et cela dans tous les pays européens. Je pense que là, il y a un effort à faire pour adapter notre modèle et prendre en compte ces disparités pour les réduire.

On retrouve, dans ces distorsions territoriales, le débat européen. J'en discutais il n'y a pas très longtemps avec la Direction générale de la Concurrence. L'UNPI a porté plainte contre les organismes Hlm pour aide de l'Etat illégale. Du coup, la Commission européenne s'est posé la question de savoir si, finalement, en zone détendue, il était encore utile d'avoir des services d'intérêt économique général de logement social. Est-ce qu'on ne pourrait pas les réserver strictement aux zones tendues par rapport à une défaillance du marché ? Cette question des disparités des territoires est extrêmement importante pour l'avenir de notre modèle économique et pour sa conformité avec le droit européen.

Pour faire transition avec la prise de parole de Philippe Herzog, Gaby Olmeta propose à l'assistance de visionner une vidéo qui circule beaucoup en ce moment sur les réseaux sociaux. Il s'agit d'une allocution du ***député européen espagnol Esteban Gonzalez*** *qui réagit à l'annonce officielle du Brexit par le Royaume-Uni. La vidéo a été réalisée le 15 mars 2017 au Parlement européen.*

«

L'Europe est bordée au nord par le populisme, au sud par les réfugiés noyés en mer, à l'est par les tanks de Poutine, à l'ouest par le mur de Trump. Dans son passé , la guerre et dans son futur, le Brexit.

L'Europe est aujourd'hui plus seule que jamais, mais les citoyens ne le savent pas. Pourtant, l'Europe est la meilleure solution. Mais nous ne savons pas comment l'expliquer aux citoyens.

La mondialisation nous enseigne que l'Europe est aujourd'hui inévitable, c'est la seule alternative. Mais le Brexit nous montre aussi que l'Europe est réversible, qu'elle peut faire marche arrière dans l'histoire, même si en dehors de l'Europe il fait très froid.

Le Brexit est la décision la plus égoïste qui ait été prise depuis que Winston Churchill a sauvé l'Europe avec le sang, la sueur et les larmes des Anglais.

Voter Brexit est la forme la plus dénuée de solidarité qui puisse exister pour dire au revoir.

L'Europe n'est pas un marché, c'est la volonté de vivre ensemble. Abandonner l'Europe, ce n'est pas abandonner un marché, c'est abandonner nos rêves partagés. On peut fort bien avoir un marché commun mais si nous n'avons pas de rêves communs, nous n'avons rien.

L'Europe, c'est la paix, après le désastre de la guerre,

l'Europe, c'est le pardon entre les français et les allemands,

l'Europe, c'est le retour à la liberté de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal,

l'Europe, c'est la chute du mur de Berlin,

l'Europe, c'est la fin du communisme,

l'Europe, c'est l'Etat providence, c'est la démocratie,

l'Europe, c'est les droits fondamentaux.

Pouvons-nous vivre sans tout cela ? Pouvons-nous renoncer à tout cela ? Pour un marché, allons-nous abandonner tout cela ?

J'espère que le prochain Sommet de Rome parlera moins de ce que l'Europe nous doit et plus de ce que nous lui devons, après tout ce qu'elle nous a donné.

L'Union européenne est l'unique printemps que notre continent a vécu dans toute son histoire. Je fais partie de ceux qui, le jour où la Première ministre Theresa May annoncera le Brexit, commenceront à rêver au matin où les Anglais rentreront à la maison.

»

Capture d'écran

Conférence de Philippe Herzog

Gaby Olmeta *présente alors* ***Philippe Herzog*** *à l'assistance en synthétisant un curriculum vitae d'une rare densité. Ecole Polytechnique, diplômé de l'Ecole de la Statistique, agrégé de Sciences Economiques, professeur à Paris X Nanterre, député européen de 1989 à 2004, membre du Conseil économique et social, membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre. Il a travaillé aux côtés de Michel Barnier, commissaire européen en charge du marché intérieur et des services. Il a fondé une association « Confrontations Europe » où des esprits d'horizons différents réfléchissent à la question européenne et essayent de la faire avancer. Son défi aujourd'hui : refonder l'identité de l'Europe.*

« L'idée européenne que nous allons devoir définir au cours du 21e siècle ne va pas se substituer à l'identité nationale. Elle doit l'enrichir et l'envelopper. »

« Nous sommes à la veille d'élections présidentielles à hauts risques et il est dangereux de m'inviter à parler d'Europe aujourd'hui, dans ces conditions. Mais, rassurez-vous, ce ne sera pas d'un point de vue partisan. D'ailleurs, je ne citerai personne, à moins que vous ne me posiez des questions, mais c'est vous qui prendrez le risque. Ma réflexion est fondée sur une longue expérience de 25 ans et c'est la réflexion d'un dirigeant associatif qui rassemble des gens dans la diversité des sensibilités et des professions.

Je ne vais pas vous faire un dessin sur le fait que la France est en sérieuse difficulté. La France cherche depuis quelques années à redéfinir son identité ou à éprouver encore le fait que nous aimons vivre ensemble. Après les attentats de Charlie Hebdo, c'était quelque chose de tout fait évident, mais nous n'y sommes pas encore parvenus et ce que je vais dire ce soir, c'est que, pour régénérer notre identité, nous devons en même temps repenser notre place et notre rôle en Europe, retrouver la fierté d'une France qui rayonne en Europe. Je ne vais pas simplement dessiner un rêve mais plutôt vous dire que pour rêver, il va falloir combattre.

L'idée européenne que nous allons devoir définir dans le 21e siècle ne va pas se substituer à l'identité nationale. Elle doit l'enrichir et l'envelopper. Il ne s'agit pas d'opposer des nations à l'Europe. La première chose à faire, c'est quand même de l'aimer, cette Europe, et cela peut s'apprendre si dans nos écoles, dans nos médias, on rappelait aux Français que l'Europe, c'est notre histoire commune.

Une histoire de près de 1000 ans

En réalité, la civilisation européenne a précédé la création des Etats nations. Dans les pionniers français de l'identité européenne, nous trouvons Sully ou Henri IV, Jean-Jacques Rousseau, Saint Simon en 1815, qui prêchait déjà la création d'une Union européenne pour prévenir les conflits futurs, un visionnaire, Aristide Briand, Schumann, De Gaulle, tous ces gens ont porté la force, le talent de la France en Europe. Cela ne s'apprend plus dans nos écoles, mais il faut que ce soit clair, nous n'allons pas redresser l'Europe si nous ne changeons pas notre façon d'éduquer aujourd'hui le peuple français et sa jeunesse. Je vais dire quelques mots sur cette histoire commune pour rappeler tout de suite que l'Europe était, en tout premier lieu, un espace de circulation entre les hommes. Les maîtres et les élèves circulaient dans toute l'Europe au début du deuxième millénaire, dans les années 1200 / 1300. C'était un espace de circulation et de création où s'est formée une civilisation multiséculaire entre des peuples très divers, très différents.

« Pendant plusieurs siècles, l'Europe a été un espace de guerre récurrente : aventures impériales, guerres entre États nations, qui ont mis à genoux des populations entières. »

Elle a d'abord été chrétienne cette Europe, c'est indubitable. J'ai été au Pays Basque, l'été dernier, on nous rappelle qu'il y avait là des montagnards complètement enclavés dans les Pyrénées, mais déjà ils étaient tous européens par le christianisme et par le droit romain. Il faut apprendre notre histoire. Ensuite, avec les Lumières, c'est une toute autre étape, une rupture, d'une certaine façon, avec l'Europe chrétienne. Ça s'apprend aussi dans tous les livres d'histoire, il suffit d'aller les chercher. Les Lumières ont porté plus loin l'idée d'Europe avec des valeurs de portée universelle qui étaient déjà amorcées avant, l'égale dignité de la personne, la liberté, la pensée critique. A ce moment-là, l'Europe a voulu faire l'histoire, peut-être même un peu trop parce qu'elle s'est projetée sur tous les autres peuples du monde en leur demandant d'adopter son modèle.

Elle s'est projetée intellectuellement mais aussi par des façons impérialistes ou colonialistes, violentes. Et cette violence existait aussi en son sein. Pendant tous ces siècles, l'Europe a été un espace de guerre récurrente : aventures impériales, guerres entre les Etats nations qui ont mis à genoux des populations entières. Avant le Traité de Westphalie en 1648, le tiers de la population de l'Allemagne avait péri dans la Guerre de 30 ans. On a complètement oublié tout ça et pourtant c'est de là que vient l'idée d'Europe. Une idée très bien portée par Emmanuel Kant, l'Allemand, qui cherchait à créer les conditions d'une paix perpétuelle entre les Etats par la création d'une alliance à travers laquelle on allait pouvoir fédérer les peuples.

D'une certaine façon, après la Seconde guerre mondiale, c'est un compromis qui a été établi. On ne pouvait pas aller très loin après cette guerre, on se détestait les uns les autres, les Français et les Allemands bien sûr, mais pas seulement. On a commencé par fabriquer un marché, des institutions communes, il y a eu un compromis. Je ne cite pas les noms, vous les connaissez. Mais 60 ans

« La question de l'identité de l'Europe dans la mondialisation, c'est surtout la façon dont elle va répondre aux lancinants défis sociaux qui se posent à elle. »

après, le monde est complètement différent. Nous sommes dans la mondialisation qui est une évolution du monde. Que va peser la France dans ce nouveau monde ? Que va peser l'Europe ? Comment allons-nous rayonner ? Tout ceci constitue un enjeu démocratique majeur. Bien entendu, pour avoir envie d'aller dans cette direction au lieu de se servir de l'Union européenne comme d'un bouc émissaire pour essayer de masquer tous nos manquements, il faut quand même évaluer ce qui s'est fait durant ces 60 ans. Même s'il faut peut-être changer le compromis de départ, nous devons reconnaître que nous avons eu 60 ans de paix, une grande prospérité (au moins pendant les 30 Glorieuses, c'est plus compliqué après), que nous avons pu réaliser la réunification avec les pays du sud de l'Europe, et avec les pays de l'est. Cela n'a pas toujours été apprécié des Français qui n'ont pas aimé l'élargissement, mais mettons-nous à la place de ces pays. Ou bien ils étaient européens, ou bien ils restaient au sud dans la dictature et à l'est sous le joug communiste et russe dont ils ne voulaient plus. Pour eux, cela a été une régénérescence, une renaissance. Tout ceci ne s'apprend pas à l'école.

S'unir pour faire face à la mondialisation

Bien sûr, l'Union européenne nous a peut-être moyennement protégés face à la mondialisation et nous y a plutôt immergés par la compétition. Ça ne fait aucun doute. Et cela sans avoir de véritable stratégie. C'est là-dessus que je veux en venir. Aujourd'hui, notre point de départ doit rester que le monde a complètement changé. Allons-nous encore porter l'idée d'une Europe unie ? Toute la question est là. Nous ne sommes plus dans l'après guerre, où on pouvait s'abriter derrière l'Alliance Atlantique avec la force de la Grande-Bretagne, la France qui se rétablissait et l'Allemagne affaiblie. Aujourd'hui, dans le monde, l'Europe est confrontée à Trump, à Xi, à Poutine, bientôt à Erdogan, un monde de puissance qui ne fera évidemment pas de cadeaux. Où sommes-nous ? Nous ne voulons plus, pour de bonnes raisons, rester dans le camp Atlantique (en tout cas pas de la même façon, ce qui ne veut pas dire qu'on ne doit pas rester amis, mais c'est compliqué).

Que va faire l'Europe ? A-t-elle une identité extérieure ? Et la question de l'identité de l'Europe dans cette mondialisation, c'est surtout la façon dont elle va répondre aux lancinants défis sociaux qui se posent à elle. Car l'Europe, c'est quand même un espace de chômage massif (surtout dans certains pays, mais beaucoup moins dans d'autres), et d'inégalités au sein même de chaque pays. Entre les pays, il y a tout de même eu une sorte de rattrapage, pour tous ceux qui sont entrés dans l'Europe au fur et à mesure, mais à l'intérieur de chaque pays, il y a encore beaucoup d'inégalités.

C'est aussi un espace qui est en panne d'innovation. Combien compte l'Europe, pour ne donner qu'un exemple, dans l'industrie

du traitement des données numériques ? Un tout petit 2 % du marché mondial. Les Etats-Unis, la Chine, et d'autres encore, ont surgi, prennent les marchés. Allons-nous mutualiser nos efforts pour aller vers l'innovation ? Si je regarde le programme des candidats à l'élection présidentielle par rapport à tout ce que je viens de dire, les propositions sont quand même assez faibles, et surtout, ce qui me fait craindre des évolutions dangereuses, c'est que beaucoup de ces programmes ne voient pas d'autres solutions que la sortie de l'Europe. Ou bien on y trouve des réformes intérieures qui ne tiennent aucun compte de ce qui se passe au niveau européen. Ou bien un plan A, qui à l'évidence ne marchera pas, et sera remplacé par un plan B qui est la sortie de l'Europe. Il y a plus d'une majorité, si on en croit les sondages, qui sont pour une politique de sortie ou en tout cas d'une volonté de sortie.

Si c'est ça qui advient, pour moi ce sera une tragédie. Nous allons perdre 60 ans d'efforts d'unité que nous avons bâti lentement avec énormément de boulot. Prenons l'exemple de ce que nous avons fait sur les services publics. Pourquoi les services publics ont-ils une dimension européenne ? Parce que nous sommes tous concurrents. Dès qu'un service public veut aller sur le champ du commercial, nous sommes tous rivaux sur le commerce des biens en question. Il faut donc bâtir des principes communs pour traiter des conflits qui ne manqueront pas d'arriver. Comme l'a rappelé Laurent Ghékière, nous avons passé plus de dix ans à fonctionner avec des principes communs sur les services d'intérêt économique général et cela n'a pas été retouché. On peut penser que ce n'était pas si mauvais. Et cela prouve qu'on peut tout à fait arriver à obtenir des résultats quoi qu'on en dise…

« Le sentiment d'appartenance, ça ne s'impose pas. Les populations choisissent. La liberté d'expression est une valeur fondamentale. »

Faire évoluer la culture des peuples pour marier identité nationale et identité européenne

Mais aujourd'hui, nous avons des taches beaucoup plus grandes encore. C'est l'heure des choix. Je le dirais tout net : le sentiment d'appartenance, la volonté de faire des choix politiques pro-européens, ça ne s'impose pas. Les populations choisissent, la liberté d'expression est une valeur fondamentale. Je n'ignore pas que vouloir construire l'Europe, cela veut dire changer la culture des Français, des Allemands, des Espagnols… Je res-

pecte la culture de chaque nation, mais je pense qu'il est nécessaire de la faire évoluer aujourd'hui, au 21e siècle. Le monde a changé, les problèmes ont changé, nous pouvons faire aussi bouger notre culture et marier cette identité nationale qui nous est chère à une identité européenne en formation.

Voilà tout le sens de mon propos, et je vais le rendre concret.

Pour faire cela, marier notre identité nationale avec une identité européenne, nous nous rendons bien compte (j'ai parlé de programmes faibles) que les partis français sont désunis. On a une crise majeure de démocratie en France, une crise politique. Il faut que la France arrive à faire ça toute seule, ce n'est pas l'Europe qui le fera à sa place, c'est clair. Ce qui est un peu embêtant, et justement j'ai parlé du système éducatif, c'est que dans la société française, il y a des effets délétères de la chute des partis, des syndicats, des églises… L'Allemagne se porte mieux que nous avec un dialogue réel où participent des sensibilités religieuses positives. Et oui, ça existe !

« Le monde a changé, les problèmes ont changé. Nous devons faire aussi bouger notre culture. »

Le populisme, ce n'est que la souffrance des peuples

Nos acteurs de la société civile en France ont baissé d'un cran. Je ne veux pas aiguiser le problème, je dirais simplement que je n'accepte pas la notion de populisme. Il y a de tout derrière cette notion. Ça me pose deux problèmes. D'une part, il ne faut pas oublier les souffrances populaires. Les gens expriment leurs souffrances comme ils peuvent, comme ils captent les messages. Et

bien sûr, ils peuvent capter mal, mais le problème c'est que ce sont les élites qui leur disent « vous captez mal ». Des élites qui n'ont guère de légitimité pour dire cela, d'autant plus que ce sont des élites qui ont gouverné la France depuis des décennies, qui gouvernent l'Europe, ce sont nos dirigeants. Par conséquent, il est absolument vrai qu'un écart s'est creusé entre les élites et le peuple. C'est tout à fait évident et c'est un problème dans tout le monde occidental.

Donc, parler de populisme, je trouve que c'est vite dit. Nous sommes devant un défi, celui d'amener les peuples vers les changements nécessaires et de les y amener pas obligatoirement parce qu'on a le titre d'un candidat issu d'une primaire ou même parce qu'on est le Président de la République. Ce devrait être tout simplement parce que cette question intéresse chacun de nous, les Offices Hlm ici présents, les syndicats, tout le monde, la société dans son ensemble. Il faut arriver à briser ce fossé entre les dirigeants d'un système qui est remis en cause pour de bonnes raisons et le peuple.

C'est notre défi principal aujourd'hui. Si nous n'y parvenons pas, la France aura de grandes difficultés dans cet espace européen. Elle pourra être tentée par le Frexit, comme disait quelqu'un. « Si nous ne parvenons pas à forger au sein de nos sociétés une identité européenne, le vieux continent disparaîtra de la scène mondiale », dit le philosophe allemand Habermas. Je pense qu'il a raison. Ce n'est pas du pessimisme, mais de la lucidité.

« Si nous n'arrivons pas à forger au sein de nos sociétés une identité européenne, le vieux continent disparaîtra de la scène mondiale. »

Il n'y aura pas d'Etas-Unis d'Europe

Bien entendu, tout ceci suppose de brosser une vision sur laquelle on puisse s'appuyer. C'est ce que je vais essayer de faire ce soir en vous disant tout de suite qu'il faut se défaire des images d'hier. Nous sommes encore perclus entre les champions de la souveraineté nationale et les fédéralistes forcenés qui disent qu'il faut bâtir les Etats-Unis d'Europe, une sorte d'Etat supranational. Les peuples ne veulent pas d'un tel Etat. Le moment n'est pas venu. Il s'agit simplement de rapprocher des nations pour partager des projets en commun dans la mondialisation.

Il n'y aura pas d'Etats-Unis d'Europe, n'y croyons plus. Et pourtant, la navigation que je tente d'esquisser, je la pense belle. Nous n'avons pas besoin de bâtir un nouvel étage institutionnel pour y parvenir. Par contre, il va falloir changer singulièrement, et notre espace intérieur français et l'espace européen.

Revenons à Kant. Il s'agit de fédérer des peuples et non pas des Etats. Je n'aime pas cette idée de fédérer les Etats. Les Etats sont rivaux par nature et aussi dans l'espace européen. Il faut au contraire que les peuples obligent les Etats à coopérer et ce n'est pas si facile. L'Europe doit retrouver les citoyens, elle doit pénétrer dans leur vie quotidienne et tout d'abord dans nos écoles : jumelage systématique des maîtres et des élèves, établissement d'une circulation obligatoire, apprentissage de l'histoire de l'Eu-

rope par la bouche d'un Espagnol ou d'un Anglais, apprentissage d'une langue étrangère par la bouche d'un professeur venu du pays de cette langue, etc. L'éducation doit bouger. Dans l'espace public, sur le plan des systèmes d'informations, l'approche de l'Europe est nulle. Comme dans les médias, d'ailleurs. Je connais bien les journalistes, excusez-moi de dire cela, mais la plupart sont des analphabètes en matière d'Europe. Ils piquent des idées qui passent, c'est tout. Bon, la plupart… pas tous.

L'Europe, ce doit être l'apprentissage pour tous et pas seulement Erasmus pour une petite minorité d'étudiants. On a un député français, il s'appelle Arthuis, qui cherche à faire passer cela au niveau européen. Il faut fabriquer des bibliothèques numériques européennes. Il faut organiser le ferroutage transfrontières pour mettre les marchandises sur le rail au lieu de tolérer l'encombrement par les camions qui n'a malheureusement pas fini de continuer. Il faut multiplier les coopérations entre régions : actuellement les fonds structurels européens pour les coopérations « Interreg » doivent représenter 3 % de l'ensemble des fonds. Il faut faire monter ce pourcentage à 60 %.

Changer le mode d'élection des députés européens

Si on veut des projets transfrontières, il faut reprendre les choses à l'endroit et à une seule condition, celle de connaître nos voisins, de jumeler non seulement les villes mais toutes sortes d'institutions, de mutualiser des moyens, financiers ou autres. Bon, tout ça peut aider à retrouver les citoyens, mais nous devons aussi changer les conditions dans lesquelles ces citoyens vont décider du sort de l'Europe. Les élections européennes sont en déshérence complète, n'ayons pas peur de voir les choses en face ! Les programmes électoraux, je viens de le dire, ne sont absolument pas séduisants. Pour certains, faire rêver c'est sortir de l'Union et c'est eux qui parlent le plus fort. C'est quand même triste !

« Les listes électorales nationales françaises pourraient comporter des Italiens, des Allemands, des Espagnols… parlant français bien sûr, puisque ce serait nos députés. »

En tout cas, les décisions au niveau européen doivent se prendre différemment. Nous sommes proches des prochaines élections, en 2019, on peut agir durant les deux ans qui viennent. Cela suppose de réhabiliter totalement ces élections. Je serais partisan d'un synchronisme des élections nationales et européennes, c'est-à-dire qu'on pourrait voter la même semaine pour un programme national et pour un programme européen. Je demande aussi que les listes soient panachées entre pays. Avec des candidats transfrontières. Les listes nationales françaises pourraient comporter des Italiens, des Allemands, des Espagnols…, parlant français bien sûr, puisque ce serait nos députés. Aujourd'hui, le Parlement européen n'est pas, à mon avis, dans une situation très brillante. C'est un conglomérat d'élus nationaux qui ont tous le souci de leur poste à l'intérieur même s'ils finissent au bout de quelques années à être vraiment européens par la fréquentation des autres.

Donc, je récapitule : retrouver les citoyens et leur faire compren-

dre que l'Europe est une solution, pas un problème. C'est une formulation qui m'est très chère. Une solution européenne dont il ne faut pas attendre, évidemment, qu'elle résolve nos soucis internes. L'Allemagne ne financera pas nos dettes publiques, arrêtons de rêver ! Ou plutôt arrêtons de mal rêver ! En revanche, on peut dire à l'Allemagne, vous avez à assumer d'autres solidarités. Vous êtes en train, par exemple, de pomper la jeunesse d'Espagne, d'Italie ou d'ailleurs parce que votre population est en grand vieillissement, mais cette jeunesse a été formée ailleurs. Il est normal que vous participiez à cette formation. Parlons du fond des situations de solidarité nécessaire. On peut demander aussi à l'Allemagne, plutôt que de jouer solo comme un grand compétiteur mondial qui, de toute façon, profite largement de la base européenne, vous devez entrer dans des politiques de cohésion beaucoup plus avancées.

Savoir parler avec nos voisins, la Russie, la Turquie

Il faut identifier le territoire européen de façon plus précise. Des questions de frontières se posent. Les Balkans doivent entrer, d'accord, mais il ne faut pas oublier que ces pays, ce sont la Serbie, le Kosovo et tout ça. Si on ne regarde pas de près ce qui se passe dans ces pays, nous aurons des foyers de guerre devant nous. C'est la même chose pour l'Ukraine. Faut-il qu'elle entre ou pas dans l'Union ? Elle fait partie des pays que je qualifierais de « voisins » et qui doivent devenir nos partenaires. L'Ukraine ne peut pas rester entre, d'un côté l'Europe qui prétend la défendre et qui ne le fait pas, et de l'autre la Russie. Entre marteau et enclume. Là aussi, nous avons des foyers de guerre devant nous. L'Ukraine doit avoir un statut d'Etat associé fort, un statut de vrai partenaire. Et puis, la Russie ! Il faut absolument voir derrière Poutine. Evidemment, c'est très difficile de dialoguer avec quelqu'un qui se comporte mal. Mais il y a un peuple derrière. Je pense aux peuples, pas aux dirigeants. Il faut rapprocher les peuples, disions-nous. Il y a des amitiés franco-russes historiques énormes. Énormes ! Je pourrais vous dire, dans mon histoire, à quel point je l'ai vécu… Au delà de Poutine, il faut déjà faire des offres aux Russes pour leur modernisation et là, ce sera donnant-donnant évidemment.

« Il faut absolument voir derrière Poutine. Il y a un peuple derrière. Je pense aux peuples, pas aux dirigeants. Il y a des amitiés franco-russes énormes. Enormes ! »

C'est aussi la même chose pour la Turquie d'Erdogan. Ça de-

« Le terrorisme s'étend sur toute l'Afrique de l'ouest. Il faut chercher des accords de co-développement avec les Africains. L'Europe peut devenir cette puissance forte qui crée des passerelles. C'est une des raisons majeures de ne pas sortir de l'Union. »

vient très difficile aujourd'hui. Il n'empêche que nous sommes obligés de gérer nos migrations avec elle parce que s'il n'y a pas d'accord, s'il n'y a pas de cogestion des flux migratoires, cela ne marchera pas. La Turquie, jusqu'à nouvel ordre, retient des gens chez elle. Il faut continuer à parler avec la Turquie. C'est le même processus avec l'Afrique du nord, avec l'Algérie ou la Lybie, nous devons coopérer. L'Algérie est une véritable bombe à retardement. Le terrorisme s'étend, c'est terrible, sur toute l'Afrique de l'ouest et il faut évidemment traiter ces questions avec les Africains eux-mêmes, chercher des accords de co-développement, de sécurité. Ces problèmes de paix, vous n'imaginez tout de même pas que la France peut les résoudre toute seule ! En se clôturant ! Il faut absolument que l'Europe devienne cette puissance forte qui créé des passerelles avec ses voisins. Nous devons anticiper tous ces problèmes sinon c'est notre jeunesse qui va en prendre plein la gueule, passez-moi l'expression. Et c'est une des raisons majeures pour ne pas sortir de l'Union, surtout pas. En termes de géopolitique, tout se passe au niveau européen. Que pèse la France ?

Mais il n'y a pas que la paix, même si elle est essentielle, il y a aussi la prospérité. Nous avons évidemment de graves soucis quant à notre modèle social et là encore il faut pointer les interdépendances. La France se fait payer la moitié de ses dettes par l'extérieur, et les autres acceptent. Mais pas à n'importe quelles conditions. Demain, il va y avoir un problème de remboursement de cette dette. On a heureusement la chance de ne pas être dans la situation des Grecs qui sont faibles et de ce fait totalement sous la coupe du FMI et de l'Union européenne. Mais il faut là aussi anticiper et consolider notre force, notre base intérieure, cela devrait être un des thèmes clés de nos choix pour les élections présidentielles.

Savoir faire chez nous le boulot que l'Europe ne fera pas à notre place

Ensuite, il faudra muscler notre espace intérieur avec des défis absolument majeurs comme la formation, l'industrialisation, la régénération de nos régions, le renforcement de nos métropoles. C'est un chantier énorme. C'est nous qui devrons faire le boulot, les autres pays européens ne le feront pas pour nous, mais en même temps, nous avons besoin d'une Europe qui soit plus solidaire. Au lieu que ce soit un espace de rivalité où, comme le disait un footballeur anglais

jadis, les règles sont les mêmes pour tous mais à la fin c'est toujours l'Allemagne qui gagne. Face à la mondialisation, nous devons arriver à créer ces solidarités. Les Chinois désormais ne sont plus trop à craindre par les bas salaires, mais aussi bien que les Américains, ils sont en train de gagner la bataille de la haute technologie. On n'a pas vu passer ça. C'est incroyable, ce qu'ils sont arrivés à faire en 10 ou 15 ans.

L'Union européenne est le territoire pertinent où on peut partager des projets, mutualiser des ressources, investir de l'argent, acquérir une taille critique. Cela suppose évidemment la transformation du capitalisme sur le territoire européen. Je n'ai pas oublié mes racines, j'ai été eurocommuniste longtemps. Nous n'avons pas pu concrétiser l'eurocommunisme parce qu'au moment de la chute de l'Union soviétique tout le monde a pris peur et on n'a pas su régénérer ce qu'il y avait de bien dans nos tentatives antérieures. Paradoxalement, cette transformation du capitalisme en Europe, nous tentons de la réaliser en ce moment.

Des français sont à la manoeuvre à Bruxelles et la France s'en désintéresse

Je vais prendre deux exemples. Je vais citer deux hommes, oubliez leurs étiquettes politiques parce qu'elle importe peu. L'histoire a fait que j'ai travaillé avec ces deux hommes. Avant Michel Barnier, il n'y avait pas de supervision des établissements financiers européens. Il n'y avait même pas de contrôle de leur fonctionnement ou de leurs dysfonctionnements. Aujourd'hui, ça commence à être hyper surveillé. Un énorme boulot a été accompli depuis dix ans dans l'ignorance totale de la France et des Français alors même que c'est un Français qui était à la manœuvre. Merci les systèmes d'information ! Ça n'est pas encore gagné du tout parce qu'on a serré les boulons des banques, mais il y a d'autres acteurs, la finance est subtile, elle revient toujours par d'autres voies. Mais tout de même…

Le deuxième exemple se joue en ce moment même. Il concerne l'harmonisation fiscale, la taxe sur les transactions financières, l'impôt sur les sociétés. C'est Lamassoure qui était aux commandes et maintenant c'est Arthuis. Ce sont des Français qui font le boulot et qui essayent de faire bouger l'Europe. Ce n'est déjà plus le libéralisme à tout crin et sans rivage. La situation commence à évoluer, ce qui doit nous donner confiance dans nos combats, n'est-ce pas Laurent ? Tu le constates aussi bien que moi, et peut-être même mieux puisque tu reste à Bruxelles et que moi je n'y suis plus.

« Ce sont des Français qui font le boulot et qui essayent de faire bouger l'Europe. Ce n'est déjà plus le libéralisme à tout crin. Et cela dans l'ignorance totale de la France et des Français. »

Une Europe des solidarités choisies

Tout ceci signifie que le moment est propice pour conforter notre combat, c'est l'heure d'une refondation qui sera politique. Lâchons l'idée que nous serons le noyau dur dans l'eurozone. Et les

autres ? Ils seront largués, ceux qui ont la malchance de ne pas être dans l'eurozone ? Personnellement, je n'aime pas trop l'idée d'une Europe à plusieurs vitesses. Je suis plutôt pour une Europe différenciée avec des fortes solidarités librement choisies, ce n'est pas du tout pareil. On ne peut pas bâtir la sécurité collective uniquement pour les gens qui sont dans l'eurozone. C'est l'espace continental qui est confronté à la mondialisation et pas seulement les gens qui vivent en Europe de l'ouest. Les notions d'avant garde, de plusieurs vitesses, sont des ventres mous de mon point de vue, les projections d'une certaine élite française. En revanche, nous avons absolument besoin d'intégrer l'idée d'une Europe différenciée, de lâcher celle des Etats-Unis d'Europe (je le redis), de nous sortir de l'uniformité des directives qui pleuvent et de nous lancer dans l'Europe des projets, des projets à faire entre ceux qui veulent. Ce ne sera pas toujours les mêmes qui voudront entrer dans des projets éducatifs ou des projets de sécurité (au passage, nous avons de très bons accords de Lancaster entre la France et la Grande-Bretagne, et un ou deux autres).

« La Commission peut devenir une autorité morale et politique qui ne décide pas mais qui donne des avis éclairés. C'était le Sénat romain, jadis. »

Ce ne sera donc pas plusieurs vitesses, ce sera des solidarités choisies selon les domaines, et il y a énormément de choses à faire. Je pense que cela devrait s'organiser dans une sorte de confédération. Le cas Suisse mérite d'être regardé de très près parce que les cantons ont une très forte autonomie et le gouvernement fait de la coordination. Il y a des « votations » populaires où on demande leur avis aux gens. C'est un autre mode de démocratie qui convient bien à l'Europe alors que le jacobinisme français n'a rien à faire au niveau européen, il n'est pas partagé. Et nous, Français, nous ne voulons pas de toute façon d'un centralisme européen parce que nous tenons à notre Etat nation.

Changer la gouvernance européenne

Par contre, pour faire ça, il faut changer la gouvernance européenne et régénérer les grandes institutions. La Commission est devenue une bureaucratie. De deux choses l'une, si elle reste une bureaucratie, elle ne sera plus écoutée. Mais elle peut devenir une autorité politique, une autorité politique qui ne décide pas, une autorité morale et publique. C'était le Sénat Romain jadis, des gens qui sont des sages d'une certaine façon, qui cherchent à faire de la prospective, de l'anticipation et qui aident les européens à se ren-

contrer grâce à des injonctions culturelles et publiques qu'elle donnerait. Actuellement, la Commission est mangée par la bureaucratie. Il faut la régénérer, changer son statut.

Le Conseil européen, quant à lui, ne rend de comptes à personne, il décide à l'unanimité sur toutes les grandes questions dont je viens de parler. A la majorité qualifiée et uniquement sur les directives, grosso modo. C'est comme pour la Commission, ce n'est plus possible de continuer comme ça. C'est le Conseil européen qui gouverne actuellement et donc, de fait, c'est madame Merkel qui gouverne par suite de la défaillance française. Il ne faut pas se cacher, c'est comme cela que ça se passe. Et vous le savez, de toute façon…

Le Conseil, donc. Il doit pouvoir voter à la majorité qualifiée sur les domaines jugés d'intérêt commun. S'il faut un budget pour la zone euro, si les membres de la zone euro le veulent, alors ils doivent avoir le droit de l'obtenir et le vote au Conseil réunissant les membres de l'euro doit pouvoir se faire à la majorité qualifiée. Si, et uniquement si, les peuples ont donné le signal que c'est ça qu'ils veulent. Pour ne prendre que cet exemple.

Demander des comptes au Conseil

Et puis, surtout, le Conseil doit rendre des comptes. Rien n'est transparent, aujourd'hui, dans les décisions du Conseil. Heureusement, on ne dit plus maintenant que c'est Bruxelles qui a fait la faute. Ils n'osent plus dire ça. Pendant des années et des années, même sur ce qui se passait en France, c'était la faute à Bruxelles. Il a fallu que les agriculteurs eux-mêmes aujourd'hui disent clairement que si les directives de Bruxelles n'étaient effectivement pas très bonnes, la louche de règlements qu'y ajoute la France est trois fois pire. Commençons déjà par supprimer ces règlements et ça ira peut-être un peu mieux.

Mettre en place l'Europe des régions

Bruxelles était le bouc émissaire. Je crois que le système d'information doit révéler la réalité des choses, je crois que le Parlement européen doit bouger (j'en ai déjà parlé) et je demande une deuxième Chambre qui sera la Chambre des sociétés civiles, des entreprises et des régions, consultée systématiquement sur les sujets fondamentaux et pouvant contrôler démocratiquement le comportement des organes dirigeants. Je pense que les régions ont un rôle très important à tenir dans l'avenir. On n'a encore rien décidé, parce que les formats des régions sont très différents d'un pays à l'autre. En Allemagne, ce sont quasiment des Etats, ici beaucoup moins et ailleurs encore moins.

Mais le sujet est là. Je sais que c'est très difficile mais il faut que les régions montent en gamme dans les choix européens, que les entreprises qui portent des projets transfrontières et notam-

« Je demande une deuxième Chambre, qui sera la Chambre des sociétés civiles, des entreprises et des régions. Je pense que les régions ont un rôle très important à jouer dans l'avenir. »

ment, par exemple, dans les réseaux – les réseaux d'électricité, de transports, les systèmes éducatifs (j'en ai aussi parlé) –, entrent dans une deuxième Chambre de façon à ce que les gens qui portent vraiment les projets dans la vie quotidienne puissent enfin être écoutés.

Ma conclusion portera sur l'importance du dialogue d'intérêt public transnational et intergénérationnel. Ma génération, d'une certaine façon, a failli malgré nos efforts. Attention, il faut aussi voir qui a failli plus que d'autres. Mais enfin, nous laissons une situation difficile à nos enfants, c'est incontestable. Encore faudrait-il le reconnaître…

Convaincre par l'exemple en améliorant la vie des gens

Comment les jeunes vont-ils pouvoir construire la France de demain et comment vont-ils refonder l'Europe ? Tout ce que je viens de dire ce soir ne tient pas si les jeunes ne sont pas dans le coup. Or, actuellement, les jeunes sont indifférents, on les voit même voter aux extrêmes éventuellement, en tout cas voter pour des voies de sortie. La reconquête des jeunes est indispensable, ce qui me ramène à mon leitmotiv, il faut s'adresser aux familles par des propositions qui leur seront faites, du type de l'apprentissage pour tous, pour n'en citer qu'une, extrêmement importante à mon avis, qui montrerait, au travers de propositions de parcours de mobilité, pour la formation professionnelle et continue (ça vaut aussi pour les adultes), que l'Europe donne l'exemple. On n'y arrive pas chez nous ! La formation continue et la formation professionnelle sont à un niveau très bas en France. Quand on ouvrira les portes des établissements pour voir si elles sont adaptées à la révolution technologique d'aujourd'hui, on aura des mauvaises surprises.

« Tout ce que je viens de dire ce soir ne tient pas si les jeunes ne sont pas dans le coup. Il faut s'adresser aux familles par des propositions qui leur seront faites. »

Je terminerais en me référant à une petite histoire personnelle. En 1989, j'étais à l'émission de télévision « L'Heure de Vérité ». Certains d'entre vous s'en souviennent peut-être. On avait droit à plus d'une heure de conversation avec des journalistes de renom. J'étais tête de liste aux élections européennes, en 89 donc, et c'est d'une certaine façon là que mon divorce avec le Parti communiste a commencé parce qu'il y a eu deux campagnes, la mienne pro-européenne et la sienne, beaucoup plus en retrait. J'ai été rappelé à l'ordre, je n'en ai pas tenu compte, bref… En tout cas, à la sortie de l'émission, chaque invité devait écrire quelque chose sur un Livre d'or et moi j'avais écrit « éclairer les consciences pour réveiller leur courage ». Et bien, c'est ce que je continue encore un petit peu à faire ce soir auprès de vous. D'autres le font aussi maintenant, et aussi bien que moi, comme Laurent ici présent, mais ça devient finalement notre tache à tous, vous et nous, pour réussir à donner une identité à l'Europe.

Je vous remercie.

Philippe Herzog quitte le pupitre sous les applaudissements et vient s'asseoir dans les fauteuils auprès de Laurent Ghékière et Gaby Olmeta. La conversation prend alors un tour plus intime, l'échange se fait sur le ton de la confidence, les propos du vieux député européen, en réponse aux questions de Gaby Olmeta, cherchent à nous faire comprendre les mécanismes européens depuis l'intérieur de la machinerie.

A bâtons rompus avec Philippe Herzog

En vous écoutant, on a l'impression qu'il y a encore comme un Everest à gravir… ce n'est pas tout à fait mission impossible, mais il faut peut-être deux fois plus de courage…

Vous avez raison. Mais ce n'est pas forcément un Everest, plutôt une chaîne de montagnes, parce qu'on ne fera pas tout d'un coup. Il faut avoir une vision de long terme pour pouvoir réfléchir à court terme. Par exemple, je parle d'éducation comme d'un leitmotiv. Cela va prendre du temps, l'éducation des jeunes ne va pas changer demain matin les vagues spéculatives ou d'autres événements, il faudra du temps. Mais si on ne le fait pas maintenant, on est fichu à moyen terme.

Vous avez été très concret dans les propositions que vous avez formulées. Vous parlez d'apprendre une langue par la bouche d'un natif de cette langue, vous parlez d'une sorte d'Erasmus pour l'apprentissage, vous parlez de bibliothèques numériques. Tout cela c'est du concret. On a l'impression que, justement, l'Europe a manqué de concret ces dernières années, en tout cas qu'elle a manqué de preuves visibles de son action pour les peuples…

C'est tout à fait le problème le plus grave de la construction européenne. Et en cela, nos dirigeants nationaux sont responsables. Les Etats n'ont pas voulu donner les moyens de son autonomie à l'Europe, dès le départ, dès le compromis d'après-guerre. L'éducation n'est pas dans le Traité de Rome. La politique industrielle ? Pas davantage. J'ai passé plus de 20 ans à Bruxelles à demander une stratégie européenne de compétitivité face aux Chinois et face à la mondialisation. Impossible de l'obtenir.

« Quand il s'agissait de se protéger par rapport aux Chinois, vous aviez toujours, je dis bien toujours, la grande distribution qui était contre parce qu'ils importaient de Chine à bas prix des produits qu'ils revendaient ici en Europe. »

Qui a fait obstacle ? Il faut toujours se demander qui fait obstacle pour comprendre. Des Etats qui sont bien dans la compétition internationale, comme l'Allemagne par exemple, ne sont pas disposés à se placer sous l'égide d'une stratégie industrielle européenne. Les Anglais ont toujours considéré que c'était leur affaire et qu'on ne touchait pas à leur politique économique intérieure.

Il y a de grosses différences entre les Etats et il y a aussi des différences entre nos distributeurs et nos entreprises industrielles. Je peux vous dire que quand il s'agissait de se protéger par rapport au Chinois, vous aviez toujours, je dis bien toujours, la grande distribution qui était contre parce qu'ils importaient à bas prix de Chine pour revendre ici en Europe. Alors que les producteurs industriels européens, la masse des PME, était très mal représentée à Bruxelles et évidemment ils ont été laissés pour compte. Ces discussions, entre pays, entre professions, je les ai vécues, c'est du réel. Voilà aussi l'Europe. Il faut une volonté politique très forte pour faire bouger les choses.

Je vais compléter ce que disait Laurent Ghékière sur les services publics. J'étais rapporteur au Parlement européen sur les services d'intérêt économique général. Ça a duré deux ans. Entre parenthèses, pendant ces deux ans, j'ai été invité une fois en France pour en parler à Lyon, mais quatre fois à Vienne en Autriche, trois fois à Leipzig, trois fois au Danemark. Les Français ne suivent pas ce qui se passe à l'Europe. C'est incroyable ! Eux qui aiment tant les services publics, ils avaient un rapporteur français au Parlement de Bruxelles et ils ne suivaient pas. Bon, bref ! Je commence donc mon rapport pour le Parlement européen. Je voulais créer ce qu'on pourrait appeler des biens publics européens pour assurer des missions à l'échelle de l'Europe, pour le ferroutage par exemple, ou pour les questions de transports transfrontières, d'énergie… Il y a des choses évidentes à faire.

Mon idée, ce n'était pas de fabriquer une notion de service public européen parce que chaque pays a sa culture en la matière (tu l'a montré très bien tout à l'heure, Laurent, pour le logement social), je ne voulais surtout pas uniformiser tout ça mais essayer de bâtir une nouvelle

catégorie, les biens publics européens, pour le grand marché, pour partager, pour les jeunes, justement, qui veulent apprendre ailleurs, pour les transporteurs qui veulent mettre leurs camions sur rail, etc. Je montre ça aux parlementaires, ils me disent « vous réinventez la roue. Si c'est ça votre proposition, on vous vire, vous ne serez plus rapporteur ».

Donc, j'ai adopté un plan B. C'est celui que décrivait Laurent Ghékière tout à l'heure. Puisque chacun veut défendre ses services publics chez lui (et de toute façon je suis d'accord pour les défendre), alors on va faire uniquement un texte pour que chacun puisse mieux se protéger dans la concurrence pour défendre ses modèles de service public dans la diversité, mais il n'y aura pas de bien public européen. Voilà comment ça s'est fait. Et ce compromis a été bon puisque pendant dix ans depuis, le problème a été relativement réglé, même s'il faut toujours, ensuite, se battre parce qu'il n'y a jamais un acquis.

Encore une dernière question… L'Europe que vous préconisez finalement, pour qu'elle puisse s'en sortir, est-ce que ça n'est pas une Europe qui baisse ses ambitions en proposant davantage d'être une Europe de projets plutôt qu'une Europe globale, fédéraliste ?

Dans certains domaines, oui, elle va baisser ses ambitions. Par exemple, dans le calibrage des fromages… et tous les problèmes qui se posent au niveau local. Il faut qu'elle l'accepte. Sinon, justement, il n'y a que des contraintes alors que ce dont on a besoin ce sont de porteurs de projets, c'est de libérer les initiatives, localement, sur tous les territoires. Là, il faut que l'Europe lâche toute une série de directives, de règlements, etc.

Par contre, elle doit monter son ambition sur la cohésion, il faut plus de solidarités si on veut faire face au monde extérieur. Disons pour simplifier que si nous ne sommes pas unis face au monde extérieur, nous n'aurons jamais la puissance critique pour peser sur le marché mondial et combattre l'hégémonie américaine, l'hégémonie chinoise, qui ne sont pas seulement des hégémonies de puissances économiques mais qui le sont aussi sur le plan géopolitique. Si vous n'avez pas de poids politique suffisant, vous ne pouvez pas prétendre intervenir dans les conflits, au Moyen-Orient ou ailleurs. Vous ne pesez pas en politique internationale. La France, heureusement, est intervenue au Mali, mais il n'y aura pas que le Mali comme problème et c'est très loin d'être fini. Il faut absolument que l'Europe monte son ambition pour être un acteur mondial, d'une part, et pour veiller à la cohésion interne de ses membres, d'autre part.

Une autre salve d'applaudissements ponctue cette dernière intervention de Philippe Herzog. Il est temps de conclure la soirée. Gaby Olmeta appelle ***Bernard Oliver, président de l'AR Hlm PACA & Corse*** *à la tribune.*

« Oui, l'Europe doit baisser ses ambitions. Par exemple, dans le calibrage des fromages, et tous les problèmes qui se posent au niveau local. Il faut qu'elle lache tous ces règlements. »

DISCOURS DE CLÔTURE DE BERNARD OLIVER

« Quel message sur l'Europe ! Quelle leçon vous venez de nous donner, M. Herzog ! Je fais partie d'une génération où on ne parlait pas d'Europe, la génération de l'après-guerre. On apprenait à l'école que la France était un grand pays, nous avions l'AEF *(Afrique équatoriale française)*, nous avions l'AOF *(Afrique occidentale française)*, nous avions beaucoup plus de routes, nous avions des voies de chemin de fer, mais on ne nous parlait jamais de l'Europe. Vous avez écrit dans votre livre qu'on ne naît pas européen mais qu'on le devient. En vous écoutant, je l'étais déjà avant, mais mes convictions sont encore plus établies. Je suis un véritable européen. Je vous dis un grand merci en mon nom personnel et au nom de tous mes amis. C'est une leçon que vous nous avez donnée.

40 ans ? Longue vie à l'Association régionale. Chère Arlette, chère amie, chère compagne du logement social, merci du fond du cœur pour les paroles que tu as prononcées et pour le travail que tu réalises, tant à la Région qu'au sein de la Métropole et de la Ville de Marseille. Je te charge de remercier le président Estrosi pour le travail qu'il fait avec nous. Il nous a confié bien sûr cette salle magnifique ce soir, cette Villa Méditerranée, qui appartient à la Région, et de nombreux collaborateurs de la Région sont présents aujourd'hui. Je leur dis un grand merci pour leur présence ce soir et pour le travail qu'ils font avec nous. Merci au nom des bailleurs sociaux.

Je remercie aussi tous les amis élus, et ils sont nombreux. Je ne vais pas tous les citer, partenaires, dirigeants d'organismes Hlm, locataires, et enfin, vous tous. Merci d'avoir répondu à notre invitation pour cet anniversaire.

Reprenons ensemble l'historique de l'Association régionale. Elle a été créée par un homme que certains connaissent ici, Claude Pellat, qui était un chef d'entreprise, un industriel, qui a été Président des Caisses d'Epargne nationales, et qui était Président de l'Opac Sud à l'époque, 13 Habitat aujourd'hui. Claude, grand industriel, grand serviteur du logement social a créé l'Association régionale des organismes Hlm de Paca & Corse. Eh bien, je lui dis « merci Claude, mon ami », votre ami. Nous sommes, je pense, restés fidèles à tes ambitions et avons développé l'Association régionale comme tu le souhaitais.

Que de chemin parcouru ces vingt dernières années ! Je rappellerai pour mémoire, qu'il y a 20 ans, nous n'étions pas très nombreux lors de notre 20e anniversaire. Il y a 10 ans, pour fêter nos 30 ans, nous étions 150 et aujourd'hui nous sommes près de 350. Quel succès ! C'est le

succès à la fois des bailleurs sociaux et d'une équipe, celle de l'Association régionale, qui a œuvré sans relâche pour le logement social.

Quand on remercie, il faut savoir se souvenir de tous ceux qui ont travaillé avec vous. Nous avons l'occasion de rencontrer très souvent le corps préfectoral. Il y a trois Préfets qui m'ont marqué, dont l'actuel, le Préfet Bouillon, qui est là. Je tiens à le remercier tout particulièrement car il a su prolonger l'action qu'avait entreprise le Préfet Michel Cadot pour nous permettre d'atteindre les objectifs prévus en 2016.

Je pense aussi ce soir au Préfet Christian Frémont, en 2004, qui, devant les chiffres de production des logements sociaux neufs, nettement insuffisants, nous a incité et a favorisé notre travail, en cherchant des moyens avec nous, pour mobiliser à la fois les élus (et ce n'était pas facile) et les bailleurs sociaux, et pour engager une dynamique de développement de l'offre qui devait correspondre aux besoins réels de notre région. Christian Frémont est parti. Je lui dis un grand merci. Si nous avons réalisé les chiffres de l'année dernière, nous le devons en grande partie à son action.

Je pense aussi à Monsieur le Préfet Michel Cadot, très grand serviteur de l'Etat, qui a permis à la ville de Marseille, aidé par Arlette Fructus, de rattraper son retard pour la réalisation des opérations de rénovation urbaine dans le cadre des conventions Anru. Ce n'était pas facile. Je ne vais pas rappeler ce qui s'est passé à Paris. Ayant rencontré le président de l'Anru qui, devant les retards pris, voulait réduire les investissements prévus à Marseille, j'ai immédiatement sollicité Arlette Fructus qui a réveillé les services de la ville et le Préfet Cadot lui-même qui a remué les services de l'Etat. Nous avons pu finalement réaliser l'objectif. Merci à Arlette et merci au Préfet Michel Cadot.

Sur le plan des constructions neuves, nous avons déposé l'an dernier 12 600 dossiers. Pas de triomphalisme mais une grande satisfaction. Oubliées les difficultés rencontrées, seul le résultat compte. En 12 ans nous avons multiplié les chiffres par 4, ce qui est énorme car il ne faut pas oublier que nous sommes pourvoyeurs d'emplois. Je rappelle que pour chaque logement, 3 emplois sont créés. Bien sûr, je ne veux pas oublier tous les autres serviteurs de l'Etat, tous les autres Préfets qui ont siégé à la Préfecture, qui nous ont apporté leur aide. Je tiens aujourd'hui à remercier aussi tous les fonctionnaires des services de l'Etat, sans pouvoir les nommer individuellement et ils comprendront. Merci pour votre collaboration et votre efficacité. Nous ne sommes pas toujours d'accord, mais l'essentiel prime sur tout le reste.

Merci également à tous les élus, à tous les grands décideurs et au personnel des collectivités qui sont à nos côtés et qui sont aussi présents ce soir. Merci à tous ces élus, maires et présidents d'EPCI, pour votre écoute et la confiance que vous nous témoignez en tant que bailleurs sociaux. Je m'adresse à vous, maires, élus, nous connaissons vos difficultés de tous ordres, l'absence de foncier, les réticences de vos administrés, les difficultés pour les attributions avec les nouvelles

« Sur le plan des constructions neuves, nous avons déposé l'an dernier 12 600 dossiers. En 12 ans, nous avons multiplié les chiffres par 4. »
Bernard Oliver

« Je voudrais affirmer ici la place d'aménageurs que doivent occuper les bailleurs sociaux dans l'avenir, une place qu'ils doivent prendre aux côtés des promoteurs privés dans un véritable partenariat. »

Bernard Oliver

lois promulguées… Nous partageons avec vous ces obstacles et nous cherchons en toute circonstance les moyens les plus adaptés pour les surmonter.

Merci à tous les acteurs du logement, tous les collaborateurs, dirigeants, personnels, membres associés, pour les missions menées au service des autres. Merci également à nos partenaires, entreprises, architectes, artisans, membres de la grande famille des bâtisseurs. Je dirais que vous êtes les acteurs discrets, indispensables, et opiniâtres de cette mission de bâtir pour satisfaire les besoins de nos concitoyens.

Je m'adresse également à nos amis locataires pour leur dire que nous construisons avec vous. Par le passé, nous disions « pour vous », c'est un changement de notre mission. Nous devons désormais produire du lien social pour le vivre ensemble. C'est notre mission nouvelle et nous allons la remplir avec votre participation. L'Association régionale est l'interfaces naturelle avec les pouvoirs publics et avec les EPCI. Tout cela se traduit par les missions que nous menons. Dites-vous bien qu'en 40 ans, et surtout dans les 10 dernières années, nous avons fait énormément de choses. Nous avons travaillé, nous avons édité, nous publions la « Lettre du Saint Georges » qui vient de sortir son 50e numéro, par internet, lue et diffusée au niveau national.

Je voudrais également remercier la Caisse des dépôts. Chaque année, nous faisons un séminaire suivi d'un déjeuner qui permet sans intermédiaire de discuter des nos obligations réciproques, sans protocole. De la même manière, nous menons un partenariat avec les Caisses d'Epargne, un partenariat efficace et ancien qui favorise une assistance permanente des Caisses auprès des bailleurs sociaux.

Je veux citer également EDF. Nous avons un partenariat très fort avec EDF sur le plan technique, avec la création du Prix Bas Carbone (Luc L'Hostis l'a rappelé) qui prime des opération innovantes en neuf et en réhabilitation et la mise en place du container HAPI, Habitat pédagogique itinérant, aménagé pour permettre à nos locataires de comprendre et d'expliquer les éventuelles économies que l'on peut faire au niveau des charges.

Pour moi, chers amis, l'occasion de faire un bilan est aussi celle de parler de prospective et de missions futures. Je voudrais affirmer ici la place d'aménageurs que doi-

vent occuper les bailleurs sociaux dans l'avenir, une place que j'espère ils prendront aux côtés des promoteurs privés dans un véritable partenariat. Bien sûr, je dis oui à la Vefa. C'est une solution pour gagner du temps, mais nous ne pouvons bâtir une politique d'aménagement pérenne avec des solutions de circonstance.

Nous avons une relation solide avec les promoteurs et nous nous en félicitons, mais dans le cadre d'un projet d'aménagement global, nous devons travailler en réelle association avec eux. Dans ce partenariat, dans cette association bailleur-promoteur, il est clair que par l'expérience du terrain que nous avons, nous sommes les plus à même de dire et de proposer des orientations nouvelles. Nous sommes les plus à même de pouvoir faire évoluer le logement, dans sa construction, sa conception ou son animation sociale. Les plus à même de réfléchir aux grands thèmes de société : la sécurité, la tranquillité, la mixité, la reconstruction de la ville sur la ville, le partenariat avec les élus et les collectivités locales, le logement évolutif, le logement participatif, la détermination des surfaces de vie, les économies d'énergie, la recherche sur la baisse des charges, le télétravail, et bien d'autres sujets qui participent du confort des locataires.

De la même manière, notre action doit s'orienter vers la gestion des quartiers en difficulté et travailler sur la mixité sociale à partir d'exemples et de réalisations. Pour parler de mixité, cherchons ce qui est simple et qui a de l'antériorité. Je crois que le meilleur exemple que l'on peut citer, dont nous pouvons nous inspirer, c'est la construction de Paris par le Préfet Hausmann. Des rues et des boulevards qui créent des flux de circulation (la rue est le lieu de rencontre et de mélange des populations). Je reprends votre idée, M. Herzog, « la fréquentation des autres ». C'est bien ça, la rue, et c'est ce qui permet la mixité sociale, avec des ensembles à taille humaine.

Adaptons nos constructions aux besoins actuels et nous retrouverons cette mixité sociale avec comme complément indispensable les transports en commun. C'est simple, c'est la ville romaine. Quand on nous demande de construire la ville sur la ville, je prends toujours nos anciens comme référence, eux qui avaient le courage de démolir pour reconstruire sur les mêmes emplacements. Manquons-nous de courage ? Pourrions-nous les imiter ? Il est obsolète de conserver des ensembles où nous rencontrerons les plus grandes difficultés à trouver des locataires, quel que soit le bailleur, privé ou public. Sans vue, parfois sans soleil, sans ascenseur, sans moyen de transport collectif, quel devenir pour certains sites ? Des pieds d'immeubles sans commerces, sans activités, c'est la ghettoïsation programmée.

C'est la raison pour laquelle je pense que nous devons être, nous, bailleurs sociaux, des aménageurs. Avec l'expérience de nos équipes face aux populations diverses, nous devons faire reconnaître nos savoir-faire.

Voilà, chers amis, je ne veux pas alourdir le débat. Mais avant de nous quitter, je veux aussi parler du Congrès Hlm. J'ai rappelé tout à l'heure à Jean-Louis Dumont, le président de l'Union sociale pour l'habitat, qui est ici ce soir, l'histoire des Congrès Hlm dans la région. En 1998, Marseille a accueilli le Congrès national. Un seul problème :

« Nous sommes les plus à même de faire évoluer le logement, dans sa construction, dans sa conception et dans son animation sociale. »

Bernard Oliver

il pleuvait beaucoup. C'est très rare à Marseille et c'était malheureusement ce jour-là. En 2008, c'était Cannes. Et en 2018, nous rêvons, nous souhaitons, nous le désirons… Cette salle pleine, ces gens réunis ici ce soir, mon cher Jean-Louis, c'est le témoignage de la volonté que nous avons tous d'avoir le Congrès à Marseille, qui va justement permettre à tous les élus, à toutes les entreprises, à tous nos partenaires, de mesurer l'exacte force du logement social, ce que nous représentons en vérité. Nous mettons beaucoup d'espoirs en ce choix de Marseille pour le Congrès 2018. Cher Jean-Louis, j'aimerais que tu me rejoignes à cette tribune.

***Jean-Louis Dumont, président de l'USH**, quitte sa place et rejoint Bernard Oliver sur la scène.*

« Cher Bernard, en venant te saluer ici, je salue aussi le directeur de l'Association régionale et l'ensemble de ses équipes qui ont préparé cette journée, aussi bien que l'ensemble des partenaires, quel que soit leur statut, l'Etat, les entreprises, les maîtres d'œuvre, les bureaux… Je n'oublie pas non plus toutes celles et ceux qui ont une expertise, une action professionnelle, voire une action militante.

Organiser une soirée pour un 40e anniversaire, c'est prendre le risque d'une histoire à dérouler, une belle histoire en l'occurrence, mais aussi le risque de se lancer des défis pour l'avenir. L'histoire, ici, elle est connue. Tu y as joué, Bernard, un rôle non négligeable, je pourrais dire peut-être capital, car dans les instances que tu fréquentes à Paris au sein du mouvement Hlm, tu ne manques jamais d'apporter ton accent, tu nous fais toujours penser évidemment au soleil, à la mer, mais toi tu n'oublies pas, tu viens à Paris pour faire passer des messages forts, pour exprimer des exigences, et tout cela est sain, bon, rigoureux.

Je me souviens que les associations régionales ont été créées à une époque dans le mouvement Hlm plutôt pour répondre au besoin de se retrouver entre soi, entre militants et professionnels des organismes d'une même région. Il y avait aussi peut-être des intérêts communs, mais c'était surtout pour apprendre à se connaître, une sorte d'amicale, une association qui pouvait à certains égards mutualiser des ambitions. Ces associations régionales ont été ensuite chargées de missions.

La qualité de service, c'est Roger Quillot qui l'a lancée au Congrès de Lille pour indiquer que non seulement nous étions des promo-

teurs de l'immobilier social, mais que en plus il y avait dans cet immobilier des gens, des personnes, toute une humanité, peut-être ici en souffrance, là-bas avec beaucoup de fragilité, ici encore avec de l'ambition, ici l'amour, la famille, mais aussi parfois avec les difficultés de la vie qui peuvent arriver soudainement et puis également des personnes âgées qui souhaitaient simplemnet continuer à résider dans leur logement...

Les associations régionales aujourd'hui jouent un rôle important, toute leur histoire est là pour le prouver. On a fait de grandes régions, des métropoles s'installent, se développent, des établissements publics de coopération intercommunale, y compris dans le milieu rural, affichent des ambitions, s'interrogent sur leur avenir, pour ne pas laisser peut-être la captation de toute la population vers les centres urbains. Le logement social a un rôle essentiel dans cette évolution.

Je voulais insister sur cet aspect. Les Associations régionales avec d'autres associations régionales, je pense par exemple aux associations d'Action Logement, les CRAL, avec qui nous entretenons des relations non seulement de partenaires mais aussi d'opérateurs qui historiquement ont eu les mêmes objectifs ou encore avec d'autres, je pense aux filières du bâtiment, nous devons tous parler d'une même voix. L'opération « Oui au logement social » a rassemblé, mutualisé, fait coopérer, 55 organisations, dont la notre, pour alerter en cet instant précis, dans le débat qui préoccupe notre République, et interpeller les futurs responsables, les futurs élus.

Pour l'instant, dans la première campagne électorale qui se développe, on n'a pas du tout entendu parler de logement. Une seule fois des quartiers, parce que peut-être dans la mémoire d'un des candidats, il y avait des images terribles de quartiers en révolte, des gens qui criaient leur désespoir, leur fragilité, cet espèce de sentiment d'abandon que l'on peut mesurer ici ou là, et pas que chez les ultra-marins... Donc oui, nous sommes à l'instant privilégié où le débat républicain devrait se développer, devrait nous enflammer et on sent beaucoup d'indifférence.

« Je ne peux pas ne pas le dire : oui, nous allons pouvoir finaliser certainement dans les jours qui viennent la tenue d'un futur Congrès Hlm à Marseille. »

Jean-Louis Dumont

Cher M. Herzog, effectivement, l'Europe, dont Laurent Ghékière est aussi un artisan, au titre du mouvement Hlm de notre modèle économique, de nos ambitions, de nos besoins aussi, l'Europe nous a aidés. Laurent en a été l'intervenant principal, il nous l'a expliqué tout à l'heure, pour préparer les dossiers, pour convaincre,

pour préparer ces rencontres qui ont eu lieu et obtenir les résultats qu'il a affichés. Je pense que derrière chaque opération, chaque dossier, il y avait un mieux. Aujourd'hui, le mouvement Hlm annonce un nouveau défi « Energie +, Carbone – ». Nous ne réussirons à le relever que tous ensemble parce que chaque organisme, chaque groupe, chaque intervenant fera son travail, aidé et soutenu par de vrais professionnels.

Je vais conclure en disant merci à Bernard Oliver et merci à vous tous et toutes qui avez répondu présents ce soir. Et pour que le message final te fasse plaisir, te réchauffe le cœur, Bernard, je pense qu'il y aura effectivement un 20e anniversaire bientôt à Marseille. On est en train de finaliser le dossier, ne répétez pas cela à l'extérieur. Mais je ne peux pas ne pas le dire à Bernard qui a été un défenseur convaincant à Paris, pour le territoire, pour Marseille, et avec les efforts qui sont faits par l'ensemble des collectivités, oui, nous allons pouvoir finaliser certainement dans les jours qui viennent la tenue d'un futur Congrès Hlm à Marseille.

La salle éclate en applaudissements. L'ensemble de l'équipe de l'AR Hlm PACA & Corse, emmenée par son directeur Philippe Oliviero, monte sur la scène autour de Bernard Oliver et Jean-Louis Dumont pour la photo finale dite « de famille ». Elle commémorera une grande soirée de réflexion, d'échanges et de convivialité.

Le texte du présent Cahier a été réalisé par Michel Couartou.
Les titres, intertitres, phrases en exergue et transitions ont été rajoutées pour une meilleure lecture et n'ont bien sûr pas été prononcées par les intervenants.
Les photos ont été réalisées par G. Roubaud pour l'USH *(pp 4 en bas, 7, 15, 17, 18, 29, 34, 36, 39, 46 et 48-49)* et par Michel Elophe (Cyclope photos) pour l'AR Hlm PACA & Corse *(pp 4 en haut, 5, 6, 8, 9, 12, 14, 16, 21, 22, 26, 30, 33, 40, 42, 44, 47 et 49 en haut*).

Toute l'équipe de l'Association régionale, rassemblée autour de Jean-Louis Dumont, président de

l'Union sociale pour l'habitat et de Bernard Oliver, président de l'Association régionale

G. Roubaud

La Caisse d'Epargne et EDF, partenaires historiques de l'Association régionale, ont également accompagné ce 40ème anniversaire

Michel Elophe (Cyclope Photos)

Joël Canapa, Habitations de Haute-Provence, Bernard Oliver, AR Hlm PACA & Corse, Grégoire Charpentier, Famille & Provence

Michel Elophe (Cyclope Photos)

Patrick Amico, ICF Habitat Sud-Est Méditerranée, Bernard Oliver

G. Roubaud

Marylène Mongalvy, Conseil régional PACA, Bernard Oliver, Pascal Friquet, Logis Familial Varois, et Jean-Louis Dumont

Michel Elophe (Cyclope Photos)

Bernard Ranvier, Erilia, et Jean-François Bouzat, Sogima

Michel Elophe (Cyclope Photos)

Mireille Bianciotto, journaliste, et Armand Benichou, HantiToit

Michel Elophe (Cyclope Photos)

Pascal Friquet, Logis Familial Varois, Joel Moraldo, GRDF, et Joël Granier, Grand Avignon Résidences

G. Roubaud

Philppe Oliviero,entouré de Corinne Tourrasse, Yves Le Trionnaire, et Géraldine Biau, de la DREAL PACA

G. Roubaud

Jean-Louis Dumont, Philippe Oliviero

G. Roubaud

Philippe Michaud, ALEC, et Coryne Agostini, conseil de territoire Aubagne Pays de l'Etoile

G. Roubaud

Jean-Claude Pépin, Erilia, et François Léandri, Unicil

G. Roubaud

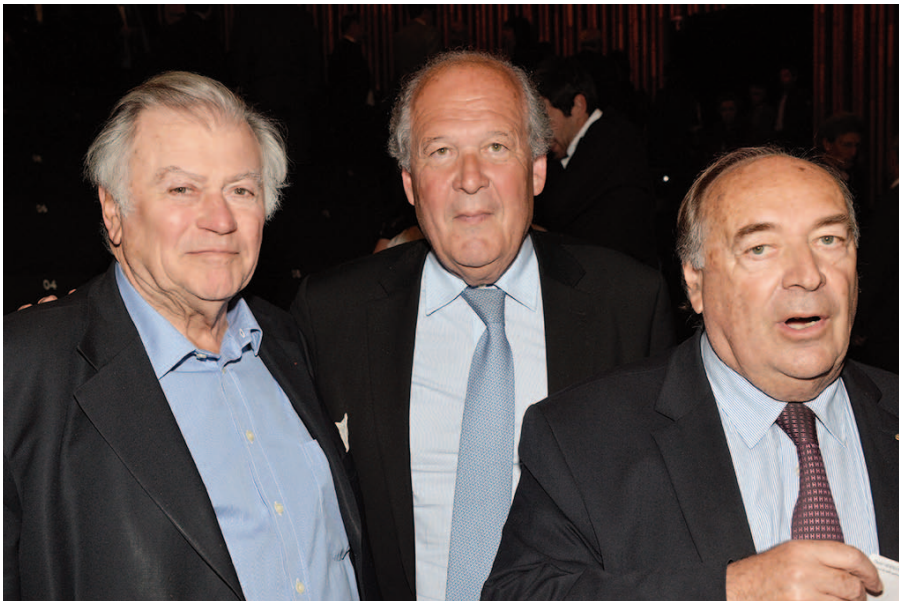
Françoise Lebas, Qualibat, et Florence Magnan, BTP 13

Dominique Trisson, DDTM 84, Florent Léonardi, AR Hlm PACA & Corse, et Michel Garcia, Mistral Habitat

Michel Elophe (Cyclope Photos)

Christiane Wanaverbecq, Le Moniteur, Philippe Oliviero, et Damien Denisot, Conseil régional PACA

Michel Elophe (Cyclope Photos)



Claude Vallette, ALEC, Bernard Oliver, et Stéphane Bonnois, Unicil

Michel Elophe (Cyclope Photos)

Michel Elophe (Cyclope Photos)

Arlette Fructus, qui accompagne l'AR Hlm PACA & Corse depuis de nombreuses années

G. Roubaud

Marie Martin-Raget, Conseil de territoire Marseille-Provence, Vincent Hanrot, graphiste et éditeur, Philippe Carrese, réalisateur et dessinateur

G. Roubaud

Christiane Wanaverbecq et Pascal Gallard, AR Hlm PACA & Corse

Les "Cahiers du Saint Georges" constituent une collection, éditée par l'AR Hlm PACA & Corse, de comptes rendus de différentes réunions organisées depuis 2010 sous l'égide de l'Association régionale ou en partenariat avec elle.
Ils ont vocation à constituer une base documentaire des idées, réflexions et propositions qui sont exprimées par les différents intervenants de nos débats.

les cahiers du saint georges

Sont déjà parus à ce jour

- n°1 : RSE pour les organismes de logement social : effet de mode ou enjeu durable ? - Aix-en-Provence le 17 décembre 2010

- n°2 : Aménager, construire, réhabiliter durable : les acteurs de la filière au pied du mur *Journée régionale de débats avec la Caisse des dépôts* - Les Arcs (83) le 23 mars 2010

- n°3 : Rencontre avec la Communauté urbaine Nice Côte d'Azur *Dans le cadre du "Réseau régional des acteurs de l'habitat"* - Nice le 8 décembre 2011

- n°4 : Etats Généraux du Logement de Marseille Provence Métropole - Marseille le 7 octobre 2011

- n°5 : Rencontre avec la Communauté du Pays d'Aubagne et de l'Etoile *Dans le cadre du "Réseau régional des acteurs de l'habitat"* - Aubagne le 25 mai 2012

- n°6 : Etats Généraux du Logement de Marseille Provence Métropole - Marseille le 17 septembre 2012

- n°7 : Rencontre avec le Conseil général du Var *Dans le cadre du "Réseau régional des acteurs de l'habitat"* - Toulon le 26 novembre 2012

- n°8 : Séminaire AR Hlm PACA & Corse - Caisse des dépôts *L'efficacité énergétique comme levier d'une stratégie patrimoniale* - Pertuis (84) le 8 novembre 2013

- n°9 : Rencontre avec Arles-Crau-Carmargue-Montagnette *Dans le cadre du "Réseau régional des acteurs de l'habitat"* - Arles le 28 avril 2013

- n°10 : Séminaire AR Hlm PACA & Corse - Caisse des dépôts *L'action foncière au service du logement* - Fuveau (13) le 30 octobre 2014

- n°11 : Séminaire AR Hlm PACA & Corse - Conseil régional PACA *Bilan de RHEA 1 et lancement de RHEA 2* - Aix-en-Provence le 30 septembre 2014

- n°12 : Rencontre avec la communauté Durance Luberon Verdon *Dans le cadre du "Réseau régional des acteurs de l'habitat"* - Manosque le 6 novembre 2013

- n°13 : Nouveaux contrats de ville, GUP, abattement TFPB - Aix-en-Provence le 26 mai 2015

- n°14 : Rencontre avec la communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis *Dans le cadre du "Réseau régional des acteurs de l'habitat"* - Antibes le 20 février 2015

- n°15 : Etats Généraux du Logement de Marseille Provence Métropole - Marseille le 5 novembre 2013

- n°16 : Hlm : des métiers d'avenir en Provence-Alpes-Côte d'Azur - Marseille, Salons d'Honneur de la Préfecture de Région le 16 juin 2015

- n°17 : Séminaire AR Hlm PACA & Corse - Caisse des dépôts *Charte régionale d'engagement pour le logement et la mobilisation du foncier* - Marseille, Stade Vélodrome, le 20 novembre 2015

- n°18 : Le nouveau cadre de fonctionnement de la Commission d'Attribution des Logements *Dans le cadre de l'Atelier des Métiers* - Aix-en-Provence 17 mars 2016

- n°19 : Séminaire AR Hlm PACA & Corse - Chambre régionale de l'Economie sociale et solidaire *Séminaire de réflexion* - Aix-en-Provence 9 juin 2016

- n°20 : Politique régionale d'aide à l'amélioration du parc locatif social *Réunion de travail AR Hlm PACA & Corse - Conseil régional PACA* - Saint Maximin 30 juin 2016

- n°21 : Rencontre avec le Conseil départemental de Vaucluse *Dans le cadre du "Réseau régional des acteurs de l'habitat"* - Avignon le 16 septembre 2016

- n°22 : Présentation du cadre d'intervention régional en faveur du logement - Aix-en-Provence le 2 février 2017

Les Cahiers du Saint Georges sont réalisés avec le soutien des Caisses d'Epargne régionales

CAISSE D'EPARGNE PROVENCE-ALPES-CORSE

CAISSE D'EPARGNE COTE D'AZUR

ASSOCIATION REGIONALE DES ORGANISMES HLM DES REGIONS PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR ET CORSE

Le Saint-Georges • 97 avenue de la Corse • 13007 MARSEILLE • Tél. +33 (0)4 91 13 73 26 • Fax. +33 (0)4 91 52 12 01

site internet : www.arhlmpacacorse.com • adresse mail : bienvenue@arhlmpacacorse.com

Association Loi 1901 • Siret 326 843 018 00028 • APE 9499Z • Membre de la FNAR